

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 12 AVRIL 1976

N° 159

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

1 F 50

## Manifestation à Lyon contre le Conseil de l'ordre

VOIR EN PAGE 4  
L'INTERVIEW DU DOCTEUR DEBOUT

### L'ACCORD ENTRE NÉGOCIANTS ET REPRÉSENTANTS DE LA VITICULTURE

## UN ACCORD QUI N'APPORTE RIEN

Comme c'était prévu depuis leur rencontre avec Fourcade, les responsables professionnels viticoles ont rencontré les pigeons du négoce - des marchands de vin en gros - en présence de Mr Claude Villain directeur général de la concurrence et des prix. Deux heures de réunion qui ont abouti à un double engagement de la part du négoce :

- D'abord la promesse d'une reprise des transactions, donc la fin de la grève des achats à laquelle ils se livraient depuis plusieurs semaines. Sur la place de Montpellier, par exemple, les courtiers assermentés n'ont pas établi la semaine dernière leur mercuriale hebdomadaire en raison de l'insuffisance des affaires. A Carcassonne, la commission de constatation des cours du vin s'est contentée pour la semaine du 30 mars au 3 avril du communiqué : «insuffisance d'affaires, pas de cotes...»

Les négociants devraient donc reprendre leurs achats de vin languedocien.

Ensuite les dirigeants du négoce ont promis d'acheter le vin de table à 10,50 F le

degré hecto (soit 1,05 F le litre de 10°). Les prix pratiqués pour le peu de vin qui se vendaient les derniers jours oscillait entre le minimal de 9 F le degré hecto et le maximal de 10,80 F. Si l'on tient compte du minimal, ce nouveau prix concédé correspond à une augmentation de moins de 10 %. Mais cette augmentation est bien loin de ce que désirait Verdale, président des caves coopératives qui demandait 12,50 F le degré hecto.

En contre-partie, les négociants ont réclamé de pouvoir répercuter cette hausse sur les prix de détail. Une décision devrait être prise dans la semaine sur ce point.

Les viticulteurs ne peuvent que se réjouir de la reprise des achats du vin. Toute augmentation, aussi minime soit-elle, est aussi toujours bonne à prendre quand on est aux abois. Mais les viticulteurs ne manqueront pas de remarquer que tout désormais repose sur l'honnêteté et la fidélité aux engagements pris par le négoce.

suite p. 6

## SUR LA ROUTE DU CHOMAGE



La course de Paris-Roubaix interrompue trois fois : ici, les travailleurs du Parisien Libéré.

Tous les cyclistes vont le dire : «Paris-Roubaix est une rude épreuve».

Cette année, les coureurs auront mis trois fois le pied à terre. Déjà, au départ, près de Chantilly, les travailleurs du «Parisien Libéré» se rappelaient au bon souvenir d'Amaury, organisateur

de la course (et du chômage) en édifiant des barricades de journaux sur la route. Vers Senlis : des clous... semés sous les roues des voitures des «Officiels». A St Quentin, nouvel arrêt par les chômeurs partiels de Rhône-Poulenc. On croyait en avoir fini, mais «l'enfer du Nord» réserve

de ces surprises... A Valenciennes, les sidérurgistes d'Usinor-Trith-St Léger arrêtaient la course une troisième fois. Par ces trois actions spectaculaires, les travailleurs frappés par le chômage, rappelaient qu'ils sont toujours résolus dans la lutte pour l'emploi !

Coordination Nationale étudiante d'Amiens

## LE VRAI DÉBAT N'A PAS EU LIEU Manifestation le 15 mars

Alors même que la secrétaire d'Etat aux universités, à la sortie de son entrevue avec Giscard, reprenait le ton de la menace, du chantage aux examens, la coordination nationale des étudiants réunie à Amiens samedi soir appelait à la grève générale de l'université, au terme d'une journée de confusion et de manœuvres d'appareils. En l'absence d'un débat politique approfondi chez les étudiants en lutte, il était difficile d'attendre autre chose d'une telle réunion. Le fait qu'elle se soit tenue, dans des conditions de représentativité des délégués de facultés en lutte meilleures que lors des précédentes coordinations, en est peut-être le principal acquis. L'UNEF tentait par tous les moyens de se faire passer pour la direction de la lutte des étudiants, de se poser en «interlocuteur» capable de négocier avec le gouvernement. Le désaveu que les étudiants réunis à Amiens lui ont infligé ne lui facilitera pas la tâche. Il ne faudrait pas croire pour autant que les idées réformistes (ne remettant pas en cause le rôle que la bourgeoisie donne à l'université) sont balayées. La confusion et l'absence de base politique claire qui caractérisent la motion finale en sont la preuve. Dans sa phase actuelle, le mouvement étudiant ne lèvera pas ses ambiguïtés dans les palabres des coordinations. C'est dans l'action, et surtout dans la confrontation avec les travailleurs en lutte qu'elles devront se lever. Les semaines qui viennent peuvent en être l'occasion.

voir nos informations page 6

## ITALIE LE P.C.I. PRET A ALLER AUX URNES



La très longue crise italienne semble devoir déboucher sur des élections anticipées, après le rejet par la Démocratie Chrétienne des propositions de M. Berlinguer (PC) et De Martino (PS) pour l'établissement d'un plan de redressement économique commun. Pendant ce temps, la situation de la lire sur le marché des changes continue à se dégrader et le dollar atteint 878,9 liras. L'entrée dans une période pré-électorale qu'il serait question de ramener de 70 à 40 jours va sans doute aggraver

encore la situation économique.

Au cours d'un meeting à Rome, le secrétaire général du parti «communiste», tout en continuant à affirmer que son parti était toujours opposé à des élections anticipées, a cependant clairement laissé entendre qu'il ne pouvait désormais plus rien faire pour les empêcher, et qu'en conséquence il était prêt à la bataille électorale. Cette déclaration est généralement considérée comme l'ouverture de la campagne.

- Un «fait divers» de la société libérale avancée -p.3-
- 4ème semaine de grève des fonderies à Renault Billancourt -p.5-
- Espagne : Le peuple s'organise -p.7-
- Elections en Cisjordanie -p.9-
- Notre nouveau feuilleton «Hon Dat» de Anh Duc -p.11-
- Iran : 50 ans de lutte du peuple -p.12-

# ENQUETE

# LA MEDECINE A LA CHAINE

fin

## Equipe hospitalier

### IMPORTANTES INEGALITES ENTRE REGIONS

Des différences de densité et d'équipement hospitaliers importantes existent entre les diverses régions de France. Exceptée la psychiatrie, en 1972, selon les statistiques des ministères de la Santé et du Travail, les régions les plus défavorisées sont par ordre, le Nord (4,69 lits pour 1 000 habitants), le Poitou Charentes (4,9), la Picardie (5), les pays de Loire (5,6). Les régions les mieux équipées sont par ordre l'Alsace (8,3), la Région Parisienne (7,8), la Provence Côte d'Azur (7,5), la Corse (7,2), la région Rhône Alpes (7).

Quand on considère le secteur des hôpitaux généraux publics, ce sont les grands hôpitaux qui prédominent. Les hôpitaux hébergeant de mille à trois mille malades représentent à eux seuls au moins la moitié de la capacité totale d'accueil. Les hôpitaux ruraux disposant chacun environ de 100 à 150 lits représentent moins de 5 % de la capacité totale d'accueil de l'hospitalisation publique. Comment s'expliquent ces disparités ?

Les experts bourgeois en matière de santé parlent de «différences dans les habitudes locales». Ils arriveront difficilement à faire croire que les habi-

tants du Nord aient moins besoin d'hôpitaux que ceux de la Côte d'Azur ! L'inégalité semble s'expliquer par plusieurs facteurs : globalement les grandes zones urbaines sont «favorisées» au détriment des régions plus rurales (Poitou Charentes par exemple). Plus grave encore cette disparité ville-campagne s'accroît régulièrement : ainsi le nombre de petits établissements (de 1 à 500 lits, hôpitaux ruraux compris) a eu tendance à diminuer de 1962 à 1972, alors que la part des grands centres hospitaliers s'est accrue de façon importante. Un grand nombre de petits établissements privés, telles les petites maternités «non concurrentielles», ferment tous les jours leurs portes. C'est plus de 2 500 de ces établissements (dispensaires privés, de quartier), qui sont condamnés à disparaître. Pourtant ces petits centres, malgré leur sous-équipement technique, offrent l'avantage incontestable d'une médecine peu chère, dans le quartier même, pratique pour les retraités en particulier.

Désertification médico-hospitalière des régions rurales d'un côté, concentration des unités hospi-

tales dans les zones urbaines, créant de plus en plus de «tâches blanches» au niveau de quartiers et de villes entières. Ainsi dans la région parisienne, l'ensemble des grands hôpitaux sont concentrés à Paris même (Clamart, Créteil, etc...) alors que la Seine St Denis est dépourvue, ainsi que la grande banlieue à population fortement ouvrière. Autant de tracas, de déplacements en plus pour les travailleurs et leurs familles !

Un facteur non négligeable a joué dans le développement de ce type d'implantation. C'est celui de la recherche de privilèges et de profits toujours plus grands par les médecins de la bourgeoisie. L'extraordinaire densité médicale de la Côte d'Azur est due à la recherche du soleil, des vacances toute l'année... Proportionnellement, les régions les plus ensoleillées du Midi sont les mieux équipées.

La conception même de la médecine et de la science que véhicule la bourgeoisie renforce encore les inégalités : formés dans les grandes villes universitaires les étudiants en médecine font tout pour y rester, dans le

cercle douillet de leurs relations et à l'ombre des mandarins, guettant pendant de longues années le poste d'assistant à l'hôpital dont ils rêvent, perfectionnant leur bagage scientifique. L'implantation dans les grands hôpitaux des Instituts de recherche médicale favorise ce type d'attitude.

Le développement de l'hospitalisation privée, c'est-à-dire d'établissements, de cliniques dont les médecins et les chirurgiens eux-mêmes sont les actionnaires a laissé le corps médical maître en grande partie du choix des implantations médicales.

Cette inégalité ville-campagne, entre petites et grandes villes, entre quartiers d'une même ville n'est que le reflet de la politique réactionnaire de l'impérialisme en matière de santé, qui accentue toutes les inégalités. Ce n'est pas au moyen de quelques réformes que l'on pourra y mettre un terme, mais en jetant à bas tous ses fondements : la course au profit, la médecine de classe, l'individualisme forcené de ses médecins. Liquider l'inégalité ville-campagne sera aussi en ce domaine un des objectifs du socialisme.

## Les ouvriers médecins de la société sidérurgique de Pékin

(Extrait de la Chine en Construction n° 7 - juillet 74)

En 1969, certaines usines de Changai entreprirent de former des travailleurs médicaux parmi les ouvriers de leurs ateliers. L'expérience se révéla fructueuse, elle permit de mettre en œuvre toutes les forces actives en vue d'une campagne de masse pour la vulgarisation des connaissances d'hygiène, pour la prévention et le traitement des maladies. C'était d'ailleurs une bonne méthode pour matérialiser le principe formulé par le Parti et le gouvernement : «Combiner le travail sanitaire avec les mouvements de masse». Depuis 1970, la Société Sidérurgique a formé 4 promotions d'ouvriers médecins, en tout 460 personnes. Les élèves sont choisis parmi les ouvriers, sur recommandation de leur atelier, et envoyés à un cours de formation (à l'hôpital de la Société) qui dure de 2 semaines à trois mois...

Dès lors on les voit partout, dans les ateliers, aux chantiers de construction, dans les quartiers d'habitations ouvrières. Aux heures de travail, ils trouvent toujours le temps de venir en aide à ceux qui se sentent indisposés ou, qui, par inattention se sont fait une petite blessure. De retour à leur quartier d'habitation, ils rendent visite aux malades en congé chez eux et leur apportent des médicaments...

Leur expérience sans cesse enrichie au cours de la pratique, nombreux sont ceux des premières promotions qui savent maintenant traiter des cas plus ou moins graves et qui étendent leur service aux usines voisines et aux villages environnants... Toujours aux côtés de leurs compagnons de travail, les ouvriers médecins sont constamment au courant de l'état de santé du personnel de production et en fournissent tous les renseignements nécessaires aux médecins professionnels qui, depuis quelques années, se rendent régulièrement dans les ateliers pour des visites sur place.

# CONSTRUISONS L'UNITÉ POPULAIRE POUR LA SANTÉ

De l'ensemble de l'enquête s'est dégagée la révolte convergente des travailleurs et des hospitaliers face à la médecine de classe, à la médecine du profit. Aujourd'hui, pour conclure l'enquête se pose la question : quelle alliance, quelle unité populaire pour la Santé ?

Tout au long des différents points de l'enquête, nous avons vu, à travers les témoignages, les chiffres, apparaître en pleine lumière ce que la bourgeoisie réfute officiellement de toutes ses forces : l'existence, le développement d'une médecine de classe, différente pour la bourgeoisie et pour le peuple. Depuis que la loi de réforme hospitalière de Boulin a institué en 1970 la création de services privés dans les hôpitaux, ceux-ci se sont étendus, généralisés.

Depuis que grâce à cette même loi réactionnaire, l'hôpital se devait de devenir «rentable», les économies se sont multipliées : la réduction des effectifs a augmenté la charge de travail des hospitaliers, à un point tel que tous les jours la santé des travailleurs malades est mise en danger. Les durées d'hospitalisation ont été réduites au minimum pour «amortir» au plus vite les équipements hospitaliers ! Certes la bourgeoisie peut dire qu'elle limite désormais l'hospitalisation psychiatrique, mais à quel prix ? La consommation

de tranquillisants à domicile a été multipliée, réalisant pour un grand nombre de travailleurs une véritable psychiatisation de leur vie quotidienne. Tous les mythes, toutes les belles paroles sur l'humanisation des hôpitaux, sur la charte du malade, la démagogie de Simone Veil ne peuvent voiler le fossé qui s'élargit entre la médecine réservée aux bourgeois et celle réservée au peuple.

### L'UNION DE LA GAUCHE

Le PCF essaye de faire croire aux travailleurs que la crise en cours dans ce secteur est une simple question de crédits. Le PS entonne en chœur le même couplet. En limitant la question à celle des crédits, le but de ces partis bourgeois est de tenter d'empêcher toute remise en cause de l'organisation capitaliste de la santé, fondée sur le profit et y reproduisant les rapports de classe.

Aussi, ils tentent de réifier l'existence d'une médecine de classe, cherchent à réduire les batailles en ce domaine aux



seules luttes d'hospitaliers pour leurs revendications salariales.

Depuis de longues années le PCF fait des surveillances générales, des administrateurs d'hôpitaux, des médecins libéraux, le gratin de son recrutement. Depuis de longues années il lutte contre le gâchis, représentant à son compte les critiques des directeurs d'hôpitaux, qu'il déclare être «des salariés comme les autres» ! S. Veil et la commission Santé du 7<sup>e</sup> Plan ont du reste entendu ses appels à lutter contre le gaspillage : les travailleurs en feront les frais ! En définitive, ce ne sont ni les intérêts des travail-

leurs hospitaliers ni des malades que le PCF défend : ce sont ceux de l'équipe de médecins, de techniciens de la gestion et de la répression du personnel hospitalier, des permanents syndicaux embourgeoisés qu'il prend en compte, pour l'établissement d'un capitalisme d'Etat.

### CONSTRUISONS L'UNITÉ POPULAIRE !

La colère des travailleurs et le mécontentement dans ce secteur de leur vie, la santé, ne fait que s'amplifier : c'est aujourd'hui un des points sensibles importants dans la classe ouvrière et dans

de larges couches du peuple. Les travailleurs ne sont pas prêts à laisser mutiler leur santé, leur vie pour le plus grand avantage de la bourgeoisie. Chez les travailleurs hospitaliers, couche charnière entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, le malaise est grand. La rentabilisation s'est faite largement sur leur dos. Pendant le même temps, ils constatent que la santé du peuple se dégrade de plus en plus. Le prestige du savoir n'a pu masquer le caractère de classe du corps médical : son attitude quotidienne, ses positions récentes lors de la lutte pour l'avortement libre et gratuit ont con-

tribué à cette clarification.

Victimes de la politique de la bourgeoisie, dans leur travail et leurs conditions de vie, les hospitaliers commencent à se rendre compte que leur intérêt est dans l'alliance avec la classe ouvrière. Chez eux comme chez les autres travailleurs grandit l'aspiration à une autre médecine qui parte des besoins du peuple.

C'est par une lutte d'idées sérieuse pour que les hospitaliers lient leurs revendications à la lutte active contre la médecine de classe, contre le capitalisme en crise qu'une unité solide pourra être construite avec la classe ouvrière.

C'est en effet la classe ouvrière qui depuis la lutte pour les 8 H, pour l'indemnisation des maladies professionnelles, depuis Ferodo, Penarroya, Usinor-Dunkerque, Liévin a mené l'essentiel des combats sur le front de la Santé. Elle y a fait la preuve de sa grande ténacité et capacité à diriger la lutte sur ce front. C'est elle qui demain, dans la France socialiste poursuivra ce combat au premier rang !

La santé c'est l'affaire des masses !

Construisons l'alliance révolutionnaire des hospitaliers et de la classe ouvrière !

# POLITIQUE

## UN CADEAU DE 1,4 MILLIARD AUX PATRONS DE LA SIDÉRURGIE

*Fourcade l'a annoncé vendredi, l'État va distribuer deux milliards de francs au patronat, par l'intermédiaire du FDES (Fonds de Développement Economique et Social). Sur ces deux milliards, 70 % (1,4 milliard) iront aux patrons de la sidérurgie. Il s'agit là de l'exécution d'une décision prise en septembre 75 avec le plan de relance. Giscard parlait alors d'exécuter ce plan « dans les plus brefs délais », il lui a fallu huit mois pour effectuer la répartition de la manne financière entre les patrons.*

C'est la troisième fois en dix ans que les patrons de la sidérurgie bénéficient de la générosité de l'État capitaliste. Il y a dix ans en effet, le gouvernement accordait 2,8 milliards aux entreprises sidérurgiques pour financer le « plan Ferry » dit plan professionnel de la sidérurgie.

En 1971 à nouveau, pour le financement de Fos, le gouvernement prêtait 2,65 milliards aux groupes Sidélor et Usinor.

### UN CADEAU DE 7 100 MILLIONS

En dix ans, c'est donc 7,100 milliards de prêts d'État qu'aura reçus la sidérurgie. Ce sont des prêts, paraît-il. Le dernier est remboursable en quinze ans, et l'intérêt n'est que de 9,5 %, c'est-à-dire inférieur au taux d'inflation. Les sommes précédentes n'ont jamais été remboursées, pourquoi en irait-il autrement de ce nouveau

prêt ? En fait, il s'agit ni plus ni moins d'un cadeau déguisé. Un cadeau qui vient directement de notre poche, par le biais de l'impôt.

### LA RECONVERSION DE LA SIDÉRURGIE

Le nouveau prêt, que réclamaient avec insistance les patrons de la sidérurgie, au nom de la crise la plus grave depuis 40 ans est destiné à permettre à la sidérurgie de se moderniser, pour faire face à la concurrence mondiale.

Les patrons de la sidérurgie avaient misé sur la « sidérurgie sur l'eau » : avec Fos sur Mer, stratégie basée sur le pillage du minerai mauritanien. Mais avec la nationalisation de la Miferma par la Mauritanie, l'expérience s'est révélée moins rentable que prévu.

La sidérurgie doit également s'adapter au redéploiement. L'économie française s'oriente plus vers l'exportation, d'où une demande accrue de tôles épaisses. Cette reconversion nécessite des investissements énormes.

### DE NOUVEAUX LICENCIEMENTS

En 66, avec le plan professionnel de la sidérurgie, pour moderniser la sidérurgie lorraine, il y eut 16 000 suppressions d'emplois. Le prêt de 71 s'est accompagné de nouvelles suppressions d'emploi et d'une gigantesque déportation de main d'œuvre à Fos.

Pour les travailleurs, les nouveaux investissements vont se traduire comme les précédents par de nouveaux licenciements et une augmentation de la charge de travail. Sacilor prévoit la suppression de trois mille emplois. Usinor Valenciennes a l'intention de procéder à 1 700 licenciements.

L'an dernier, les patrons justifiaient les licenciements et le chômage partiel par la baisse de la production, promettant des jours meilleurs avec la reprise. Aujourd'hui, malgré un certain redémarrage, ils annoncent de nouveaux licenciements. La reprise pour les travailleurs, c'est celle des licenciements, ce doit être aussi celle des luttes.

Serge LIVET

## Un « fait divers » de la société libérale avancée

Ça commence comme un fait divers. Jeudi dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, des flammes s'échappent d'un appartement situé au cinquième étage, une jeune femme se précipite au balcon. Au pied de l'immeuble, les personnes qui se pressent lui crient d'attendre les pompiers, de ne pas sauter. Mais elle se lance dans le vide, on la relève gravement blessée hospitalisée elle meurt quelques heures après. Dans l'appartement de la malheureuse, les pompiers découvrent son petit garçon mort, pendu dans la salle de bain. Chantal Lebreton, 24 ans, a mis fin à ses jours après avoir tué son gosse. « France Soir » parle de « drame du désespoir », d'autres journaux classent l'affaire dans la rubrique « Faits Divers ». Pour ceux-là c'est simple, il y a des « drames du désespoir », comme il y a des « drames de la jalousie », et des accidents de la route, c'est comme ça, il ne faut pas chercher plus loin.

Chercher plus loin, ça nous amènerait à découvrir les causes de ce « drame ». Chantal Lebreton était au chômage, depuis deux ans. Elle était standardiste, elle avait été licenciée. Elle n'avait pour élever son enfant que la maigre allocation de l'aide publique qui lui fut supprimée. Sans ressources, elle ne

pouvait faire face, l'électricité, le gaz, lui ont été coupés. Elle ne pouvait plus payer son loyer, et elle voyait venir le jour où on lui retirait son enfant qu'elle ne pourrait plus nourrir. Parce que dans cette société, c'est une honte d'être au chômage et un crime d'être sans argent, Chantal Lebreton se cachait presque, ne parlait plus à personne. Seule et sans ressources, elle a basculé dans le gouffre, poussée par ceux qui lui ont refusé du travail et de quoi vivre.

Ce « fait divers », c'est un acte d'accusation de la société « libérale avancée ». Les gens du pouvoir parlent de « qualité de la vie », de « fraternité », ils nous promettent la reprise, la fin du chômage, l'amélioration de nos conditions de vie etc... Le lendemain du drame, Lecanuet à l'assemblée nationale, parlait d'une nouvelle loi sur les saisies « qui donnera une nouvelle définition des biens immobiliers indispensables à la vie d'une famille et par conséquent insaisissables ». Mais il ne parlait pas de mettre fin aux saisies. Tous les jours des centaines de familles sont dépourvues du nécessaire par des huissiers, d'autres sont expulsées de leur logement qu'elles ne parviennent plus à payer. Chaque jour des centaines de travailleurs sont licenciés, privés de ressources, et lorsqu'ils se révoltent, matraqués.

Le pouvoir parle de notre sécurité alors qu'il nous fait vivre en état d'insécurité permanente, qu'il porte la responsabilité des morts de tous ceux qu'il a poussés au désespoir. Il faudra bien qu'un jour il nous en rende compte !



### Manifestation pour la libération d'Agret

Environ 500 personnes se sont réunies samedi à 15 heures devant le ministère de la Justice, Place Vendôme à Paris pour exiger la libération de Roland Agret. Roland Agret en est à son 29<sup>e</sup> jour de grève de la faim ; victime du S.A.C., il exige sa libération et la révision du procès qui l'a injustement reconnu criminel. L'état de santé d'Agret est plus que précaire : pour la 3<sup>e</sup>ème fois, il a avalé une fourchette et est difficilement réopérable. Depuis le 6 avril, sa femme Marie-José a entamé une grève de la faim au Presbytère protestant, rue Arago à Pantin. Un collaborateur de Lecanuet a fait savoir aux manifestants que les conclusions de l'enquête seront connues prochainement et seront soumises à la commission de révision des procès criminels et correctionnels. Cela fait cinq ans qu'Agret attend du fond de sa prison.

### Antar Donges : un 5<sup>e</sup> ouvrier est mort

Un cinquième ouvrier d'Antar Donges vient de décéder à l'hôpital où il avait été transporté suite à l'explosion, aggravant ainsi le dramatique bilan de l'accident. Comme ses autres camarades assassinés, il était salarié de l'entreprise extérieure « Fumichem » dont le siège est en... Moselle.

Samedi, ont eu lieu à Saint Nazaire les obsèques d'une des victimes de la catastrophe, Henri Mellet, 34 ans, père de cinq enfants. Pendant une heure, au moment des obsèques, les travailleurs de Donges ont débrayé. Au nombre de mille, ils se sont rassemblés devant l'entrée de la raffinerie et ont exigé l'application immédiate des mesures de sécurité, l'amélioration des conditions de travail. La coïre est grande dans la région, face à ce nouveau crime du capital ! A la Baule, par solidarité, les travailleurs d'une entreprise ont offert une journée de travail à la veuve et aux enfants d'Henri Mellet.

## Communiqué du comité de soldats du 6<sup>e</sup> RCA C'est l'armée qui assassine !

*Après l'avalanche qui a fait trois morts parmi les appelés du 6<sup>e</sup> régiment de chasseurs alpins, nous avons reçu du comité de soldats de ce régiment, un communiqué dont nous donnons les extraits suivants.*

Ce qui s'est passé ce 7 avril sera probablement présenté officiellement comme un « accident » dû au hasard... à la fatalité.

Mais avec la grande majorité des chasseurs du 6<sup>e</sup> RCA, le comité de soldats entend rendre public les faits et vérités suivants :

Il n'est pas besoin d'être montagnard pour comprendre que le redoux de ces jours derniers rendait dangereuse toute randonnée. Depuis près d'une semaine, le temps a été particulièrement clément sur cette région de l'Isère et le 6 dans la soirée, d'importants orages ont éclaté, la pluie tombant jusqu'à 2000 mètres environ.

De telles conditions atmosphériques rendent possibles des avalanches de neige lourde et trempée qu'il est traditionnel d'attendre dans la région avant de pratiquer le ski de printemps. Cela, tout

le monde le sait, a fortiori la hiérarchie militaire (et ses officiers de montagnes spécialisés, un capitaine et un adjudant au 6<sup>e</sup> RCA), qui organise les « crapahuts ». Tout le monde le sait. La preuve en est les paroles du capitaine Schmidt, commandant la 2<sup>e</sup>ème compagnie, qui disait au chef de section : « attention, c'est dangereux ! »

Se considérant supérieure aux civils à qui un arrêté préfectoral interdisait toute randonnée dans le massif de l'Oisans après 10 h du matin, la hiérarchie militaire exposait une vingtaine de vies à la « mort blanche ».

S'il se confirme que les chasseurs portaient éteint dans leur sac à dos (alors qu'il doivent le porter sur eux et en position émission) le système de repérage en avalanche,

S'il se confirme que les chasseurs se suivaient à moins de 20 mètres, (ce qui est la distance de sécurité en zone « dangereuse »),

Alors l'irresponsabilité kakie sera devenue criminelle.

### POUR UNE COMMISSION D'ENQUÊTE CIVILE POUR LA VERITE

Nous ne faisons pas confiance à une quelconque enquête militaire et au choix de bouc émissaire parmi des petits gradés.

Nous ne faisons pas confiance à la justice militaire qui s'est tue après la mort de huit soldats dans le tunnel de Chezy, ou celle de Serge Camier à Sissonne.

Comme pour Chezy, nous exigeons qu'une commission d'enquête civile soit mise sur pied pour établir avec exactitude les responsabilités qui incombent au fonctionnement de l'institution militaire autant que celles des hommes.

8 avril 1976, Le Comité de Soldats du 6<sup>e</sup> RCA

### en bref

● **MILITANTS BRETONS** : Deux militants bretons ont été libérés vendredi ; ils étaient détenus depuis le 24 octobre dernier, sur information de la cour de sûreté de l'Etat. Il s'agit de Jean Laluyaux et d'André Legall.

● **VICTIMES DE PAILLERON** : L'association des victimes de l'incendie du CES Pailleron, à Paris 19<sup>e</sup>, qui eut lieu le 6 février 1973, vient de dénoncer comme une « provocation » l'exposition sur la « qualité architecturale et la sécurité des constructions scolaires ». Elle dénonce une fois encore les « lenteurs incroyables de l'instruction, orchestrées par le ministre de l'Education ». On se rappelle que le responsable ministériel inculpé, n'a jamais même été interrogé.

# LUTTES OUVRIERES

## Bourgogne Electronique (Dijon)

## «NOUS VOULONS, NOUS AURONS SATISFACTION»

Après quatre semaines de grève, malgré les pressions et les provocations de la direction avec l'aide des cadres et des groupes fascistes, la combativité des grévistes reste intacte, comme en témoignent les actions de la semaine passée : le blocage du «Mistral», la manifestation de jeudi où les mots d'ordre offensifs : «Nous voulons, nous aurons satisfaction» «400F pour tous et tout de

suite, c'est possible» étaient repris massivement par les grévistes.

Dans Dijon, la grève de Bourgogne Electronique est populaire. De nombreux travailleurs se rendent spontanément au piquet de grève «pour passer un moment avec les grévistes, pour les soutenir, pour leur montrer qu'on est tous avec eux». Les collecteurs sont chaleureuse-

ment accueillis à la porte des usines, et dans les quartiers, chacun voulant montrer par son soutien financier sa participation à la lutte : «La

pour «faire parler de nous, que toute la France connaisse notre lutte, pour montrer à la direction de Bourgogne Electronique, qu'on n'est pas

délégués CGT qui organisaient ce déplacement n'ont pas fait grand chose». «De toute façon, c'est comme à l'usine le matin : tu les vois

**DERNIERE MINUTE :**  
Hier, la direction proposait des négociations, les travailleurs vont décider en AG ce matin.

comme le disait une gréviste qui avait participé à cette action : «Il faut en tirer les conclusions, les enseignements. Il faut en discuter lundi en AG pour que cela ne se reproduise plus. Il faut que chaque action soit un succès, pour que la grève se renforce. Pour le gala de soutien de mercredi, il faut mobiliser toute le monde, que ce soit une victoire. Que ce gala, permette d'organiser, de concrétiser massivement la solidarité avec nous, face aux menaces des fascistes, des cadres, des flics, pour imposer à la direction, la satisfaction de nos revendications».

Pour soutenir les travailleurs de Bourgogne Electronique qui entament leur 5<sup>e</sup> semaine de grève :

**GALA DE SOUTIEN**  
Mercredi 14 avril à 20 h 30  
Cercle laïc, rue des fleurs  
Dijon  
Avec le collectif d'expression populaire



grève de Bourgogne Electronique, c'est aussi la nôtre contre la politique de Giscard».

prêts de céder, qu'on veut nos 400F». Mais, cette initiative a rencontré de nombreuses difficultés, comme en témoignaient les ouvrières de retour à Dijon : «C'était bien de monter à Paris, mais on a pas rempli l'objectif en nombre qu'on s'était fixé», «les

arriver (certains délégués CGT) reposés, alors que nous, on est fatigué par les nuits qu'on passe au piquet de grève. Eux, ils n'y participent pas». Malgré la déception qui régnait au retour de Paris, cela n'avait nullement entamé leur combativité,

Vendredi dernier, une délégation de 55 ouvrières est montée à Paris au «salon du composant électronique»,

### UNE OUVRIERE DE LA SESCOSEM DE GRENOBLE A DIJON

«Je suis allée à Bourgogne Electronique, vers une heure du matin, dimanche. A la cantine, l'enthousiasme, l'animation des grévistes font plaisir à voir. Dans tous les coins de la cantine, du bar au ping-pong, autour des panneaux d'affichages et de la table de presse, des discussions s'engagent. Des postiers, des cheminots, prennent part aussi au tour de garde. Je n'ai vu que des grévistes actifs dans la lutte. Les dirigeants PCF de la CGT étaient de sortie cette nuit-là, ils n'étaient pas au piquet. On

a surtout discuté de la lutte et de l'importance de la populariser encore plus. A ce niveau, je ne pense pas que l'intersyndicale fasse le maximum dans le trust. Ce serait très bien que les ouvrières de la Sescosem viennent au gala de mercredi soir pour montrer notre solidarité et notre haine contre les mêmes patrons qui nous exploitent, mais aussi parce que le combat que mènent les ouvrières de Bourgogne Electronique, c'est aussi le nôtre, que nos intérêts sont identiques».

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

### Le Conseil aux abois

Dimanche matin, le docteur Debout était convoqué par le Conseil Régional de l'Ordre des Médecins de Lyon pour non-paiement des cotisations, le docteur Balvet étant convoqué pour plus tard. Le Conseil régional de l'Ordre les avait déjà convoqués en juillet 75, mais avait refusé de siéger, car Debout et Balvet n'étaient pas seuls, plusieurs centaines de manifestants les accompagnaient devant le Conseil de l'Ordre pour rompre le huis clos. Ce dimanche, c'était 500 manifestants, la plupart du corps médical, qui étaient venus soutenir Debout, briser le huis clos des délibérations et exiger la dissolution du Conseil de l'Ordre. Cette fois le Conseil de l'Ordre n'était pas seul non plus, et pour la

première fois c'est sous la protection des forces de l'ordre, que le Conseil s'est tenu sous les huées des manifestants qui scandaient «A bas la médecine des flics et des patrons !», «Ordre des médecins, Ordre de Pétaïn ! Dissolution du Conseil de l'Ordre !».

La première fois le Conseil de l'Ordre avait refusé de siéger sous prétexte que le huis clos n'était pas respecté, cette fois-ci, Boucher, l'avocat des médecins ayant mis en avant la juridiction d'exception que représente le huis clos, le Conseil de l'Ordre a trouvé comme prétexte pour ne pas rendre sa sentence, qu'il remettait la séance à une autre fois afin de statuer sur le huis clos !

Corr. Lyon

### Manifestation à Lyon contre le Conseil de l'Ordre

### Interview du Docteur Debout

Le docteur Debout est membre du mouvement Santé Population qui regroupe des médecins progressistes de la région lyonnaise. Depuis 74, les D<sup>r</sup> Debout et Balvet refusent publiquement de payer leurs cotisations au Conseil de l'Ordre et exigent sa dissolution.

QdP : Comment voyez-vous la lutte sur le front de la médecine et de la santé ?

Dr Debout : Le problème essentiel est de savoir au service de qui est la médecine et par qui elle est contrôlée ! Actuellement, elle n'est pas contrôlée par la population et elle n'est pas à son service. C'est pour cela qu'on a voulu élargir le combat qu'on mène à la politique de la Santé et à la population. On ne peut pas le limiter à un problème

corporatif de médecins. C'est pour cela qu'il est essentiel qu'on soit soutenu par les organisations et la population. Cela permet de faire connaître ce qu'est la juridiction d'exception du Conseil de l'Ordre : huis clos, débats non contradictoires, sanctions tenues secrètes...

QdP : Peux-tu faire un historique du mouvement dans le corps des médecins ?

Dr Debout : Le problème de

l'avortement a été un bon révélateur du type de médecine pratiquée actuellement. La lutte s'est cristallisée autour de cette question. Des mouvements comme Choisir ou le MLAC ont eu une certaine importance, car, ils ont abouti à une victoire partielle qui est la loi Veil, qui ne nous satisfait pas. On a pu, à partir du mouvement pour la libéralisation de l'avortement, passer ensuite à la contestation de l'Ordre des Médecins. Le problème de l'Ordre des médecins est plus large que celui de l'avortement, car c'est le problème de l'organisation de la profession, de la conception de la médecine que défend l'Ordre.

Avant l'avortement, il y a

eu le problème de la contraception, de la médecine de groupe, de la médecine salariée. Il y a le problème du soutien de l'Ordre aux contrôles patronaux, contre lesquels nous avons engagé la lutte. La lutte pour la santé passe par la lutte pour la suppression de l'Ordre, expression même de la collusion entre le pouvoir et la médecine actuels. Même si, légalement, l'Ordre est supprimé on sait bien que le problème de la politique de la Santé ne sera pas réglé ; la médecine n'étant pas isolée de tout le contexte politique. Cette lutte contre l'Ordre fait prendre conscience de la dimension politique du problème de la santé.

### Interview d'un médecin du travail du PCR (ml)

—Le Quotidien du Peuple : Comment juges-tu le Conseil de l'Ordre ? quelle fonction remplit-il ?

—C'est un répertoire de mandarins réactionnaires, qui a pour fonction de garantir le pouvoir de la caste médicale, de protéger ses privilèges, de donner une caution scientifique et d'indépendance au corps médical. Au fond, sa fonction est essentiellement d'ordre idéologique, dans le sens où l'Ordre tente d'imposer son modèle en toutes choses : ses positions ultra-réactionnaires sur la contraception, puis sur l'avortement, il a tout fait pour les imposer aux médecins et aux travailleurs. Les quelques médecins qu'il sanctionne pour faute professionnelle,

ne lui servent que de prétexte pour tenter d'évincer les travailleurs de tout jugement sur la médecine : «Laissez donc faire les spécialistes, ils sont là pour ça !». Son masque de neutralité n'a pu résister cependant aux prises de positions sur l'avortement, sur Sécurex et récemment aux sanctions contre plusieurs camarades qui ont refusé de continuer à lui payer une cotisation ! L'Ordre des médecins, c'est avant tout l'Ordre des patrons !

—QdP : Que penses-tu du mouvement de contestation des médecins qui s'est cristallisé notamment sur la question de l'Ordre ?

—Ce mouvement trouve ses

racines, notamment, en mai 68 au moment où un certain nombre d'étudiants en médecine ont remis en cause l'Université et la Médecine des patrons. Plusieurs centaines de médecins ont apporté un soutien important à la lutte des femmes pour l'avortement libre et gratuit. Ce mouvement présente un véritable caractère de masse. Il est significatif de l'approfondissement de la crise, du malaise dans le domaine de la santé, il n'a pas connu d'équivalent dans l'histoire de la médecine en France.

Pour notre part, nous sommes entièrement solidaires de ce mouvement contre l'Ordre des Médecins, institution réactionnaire et répressive : nous sommes pour l'abolition pure et simple de

l'Ordre, nous ne voulons pas d'un «contre-ordre» quelconque.

—QdP : Comment vois-tu la lutte contre l'Ordre, pour la santé des travailleurs ?

—Je pense d'abord que ces deux luttes sont indissociables ! Comment remettre en cause un des piliers les plus réactionnaires de la médecine bourgeoise, sans remettre en cause le système qui l'a secrété ? Aujourd'hui les médecins sont formés pour rafistoler les travailleurs pour les besoins des capitalistes. Derrière chaque accident du travail, c'est l'organisation capitaliste du travail qui est à remettre en question. Comment se satisfaire simplement de soigner correctement les

travailleurs, de leur fournir des informations scientifiques utiles ?

L'action que nous avons engagée contre le fluor de P.U.K. qui détruit la santé des ouvriers et ruine les paysans, montre que seule la lutte des travailleurs fera plier P.U.K. Tant que le capitalisme sera debout, il agressera la santé des travailleurs et remettra en cause leurs acquis, comme la mensualisation avec Sécurex.

Lutter conséquemment contre l'Ordre, pour servir le peuple, c'est faire en sorte que chaque action revendicative pour la santé, permette d'approfondir la question de la nécessité de la Révolution, d'en hâter son échéance !

C'est tout faire pour que les travailleurs, dans leur

mouvement, s'emparent de la lutte pour la santé, car c'est d'abord leur affaire. L'expérience des mineurs de Liévin l'a montré : partant de leur lutte pour la sécurité, contre les maladies du travail, ils en sont venus à remettre en cause le capitalisme lui-même, sur le rendement qui sacrifie la santé des ouvriers, et sur la politique énergétique de la bourgeoisie.

Cela n'a pas été sans s'affronter, entre autre, aux directions syndicales. Et ce qui est vrai à Liévin l'est ailleurs. Le mouvement actuel aura à trancher dans ses choix politiques, entre voie réformiste et voie révolutionnaire. La lutte des travailleurs l'y aidera.

# LUTTES OUVRIERES

RENAULT - BILLANCOURT

## LES GRÉVISTES DES FONDERIES TIENNENT BON !

*Ce lundi, les travailleurs du secteur carter cylindre des fonderies entament leur quatrième semaine de lutte sur des revendications concernant une augmentation de cinq points du coefficient et surtout l'amélioration des conditions de travail particulièrement pénibles (il y a un mois, un travailleur mourrait après avoir respiré des gaz toxiques utilisés pour la production).*

Depuis le début de la lutte, refusant de discuter, la direction se cantonne dans la répression : de nombreux intérimaires licenciés. Elle a essayé de diviser les travailleurs en accordant satisfaction pour 54 d'entre eux, ce qui a été rejeté par la totalité des grévistes (195 au total). Mardi dernier, ce sont les techniciens et ingénieurs de l'usine qui ont essayé de faire marcher l'une des trois chaînes. Précisons bien «essayé» car ils étaient bien incapables de la faire marcher, la totalité des pièces faites étaient bonnes pour la poubelle ; les ouvriers en lutte regardaient faire les blouses blanches et l'on pouvait entendre ces réflexions : «ton four n'est pas assez chaud, continue ton boulot et va plus vite, nous on ne peut pas s'arrêter quand on travaille, tu comprends ce que c'est que les cadences». Et l'ensemble des ouvriers de reprendre face aux «blouses» : «augmentation des cadences!». Finalement, en fin de journée, les «blouses» durent quitter l'atelier totalement discrédités et montrant ainsi leur nature de véritables parasites chargés de surveiller les ouvriers.

Cette manœuvre ayant échoué, la direction veut essayer de déménager les moules servant à fabriquer les pièces. Mais les travailleurs sont déterminés à empêcher que cela se produise comme cela avait été le cas pour les presses à Noël 75. Ainsi, ils occupent jour et nuit, samedi et dimanche, leur atelier.

Les grévistes ont également compris la nécessité de ne pas rester isolés dans leur lutte. Et la solidarité devient effective dans toute l'usine, à l'annonce de la remise en marche d'une chaîne par la maîtrise, les travailleurs de plusieurs départements débrayaient et de nombreux travailleurs de l'île Seguin se rendaient auprès des grévistes, pour discuter des formes de soutien qu'ils pourraient leur apporter. L'atelier est occupé par les ouvriers en lutte mais, le soir, des travailleurs d'autres secteurs viennent occuper avec eux. La semaine passée, des arrêts de travail ont eu lieu dans toutes les fonderies et il est de plus en plus question que les travailleurs entrent aussi en lutte. Aujourd'hui de nombreuses collectes

organisées par les grévistes auront lieu dans l'usine. Un travailleur gréviste résumait cette aspiration à ce que la lutte s'élargisse : «Il faut que les autres se mettent également en grève car nous nous battons non seulement pour nous, mais pour tous les

ouvriers. Les conditions de travail, les cadences, le manque de personnel, cela concerne tout le monde et ainsi nous serons plus forts pour faire céder la direction».

Correspondant Renault-Billancourt



## La lutte continue !

Contre les pertes de salaires (150 à 300F) consécutives à des réductions d'horaires, les ouvriers d'Olida occupent leur usiné depuis une semaine. Un comité de grève a été élu comprenant des militants CGT et CFDT ainsi que des délégués d'ateliers.

pour l'augmentation des salaires, le refus des licenciements, l'amélioration des conditions de travail.

Aujourd'hui, la volonté de lutte grandit. Mais toutes les difficultés ne sont pas réglées pour autant. Pour gagner, il faut faire l'unité, mais sur la base de l'intérêt des travailleurs ; la direction du Syndicat CGT du groupe Olida Laby tente d'imposer sa revendication de grille hiérarchique, alors que de nombreux travailleurs et la section CFDT réclament des augmentations uniformes.

Quant aux révisionnistes du P«C»F, leurs seules préoccupations sont les cadres et la maîtrise garde chiourme non gréviste. Dans un de leur tract, après avoir opté pour le vote à bulletin secret, on peut lire : «pour nous, les ITC, les cadres et les chefs de service, quel que puisse être par ailleurs leur comportement dans l'entreprise, sont en tant que catégorie socio-professionnelle (indispensable au fonctionnement de l'entreprise) des salariés exploités par le capital, même s'ils jouent consciemment ou pas le jeu du patron !

Jusqu'à maintenant, les seules réponses des patrons ont été l'assignation en référé de militants CGT et CFDT pour le lundi 12 et 3% d'augmentation avec minimum de 54F. Face à cette intransigeance, les travailleurs ont décidé d'intensifier la lutte. Aujourd'hui, la solidarité se développe :

- A Loudéac, les travailleurs du Groupe ont eux aussi engagé le combat.

- Vendredi, les travailleurs d'Olida ont fait partie de la délégation qui s'est rendue à la préfecture de Nanterre pour dénoncer les atteintes aux libertés syndicales chez Citroën, montrant par là leur solidarité envers leurs camarades en lutte à la répression de la bourgeoisie. Ils mettront en garde la préfecture, contre une éventuelle intervention des CRS à Olida.

Mardi 13, une manifestation à l'appel des UL-CGT et CFDT se déroulera dans les rues de Levallois. Cette manifestation doit permettre de réaliser le rassemblement des travailleurs de la localité. Dans plus de vingt entreprises, ceux-ci ont engagé sous différentes formes, des luttes

Rejeter ces gens-là, renforcer l'unité des travailleurs autour de ceux qui luttent, développer la solidarité dans le groupe, les localités, c'est la voie qu'il nous faut suivre si nous voulons gagner !

Corr. Levallois

LTT à Conflans St Honorine

## Les caristes en lutte

Depuis le 1<sup>er</sup> avril, les caristes débrayaient. Mardi, devant le refus systématique, de la direction de leur donner satisfaction, ils décident la grève illimitée. Ils exigent la classification de P1 pour tous et la reconnaissance de la qualification de cariste, car s'ils changent de boîte, ils restent OS. Dans de nombreux ateliers, les classifications de la métallurgie sont remises en cause : débrayages, cahiers de revendications... Le «ras le bol» des OS de LTT grandit. C'est en luttant tous ensemble qu'ils vaincront.

les travailleurs de la câblerie pourtant directement touchés par leur mouvement. Tenter de faire diversion, tenter d'isoler les caristes, voilà la tactique de la direction de la CGT à LTT.

Pour essayer de semer la division, et répandre la crainte, le patron a entrepris le chantage au lock-out. Aujourd'hui, la question c'est de s'opposer à cette manœuvre, en engageant la lutte sur toute l'usine et en ripostant au lock-out par l'occupation. Corr. Conflans

MESSAGE D'UN OS DE LTT «A TOUS SES CAMARADES OS»

«Notre pouvoir d'achat dépend de nos luttes. Le salaire qu'on nous donne n'a qu'un seul but : nous permettre de nous nourrir, nous loger, nous soigner (mal d'ailleurs), afin d'être suffisamment en forme pour continuer à enrichir le patron, c'est tout. Les OS sont la clef principale de la production de toutes les entreprises capitalistes.

Camarades OS, nous devons lutter dans chaque usine ! Nous devons harceler les patrons et tous unis, nous vaincrons !»

GEORGES A AMIENS

## Non à la dictature des patrons

29 pour, 5 contre et 3 abstentions (dont un délégué CGT). Par ce vote, l'assemblée générale a décidé de poursuivre avec différents moyens, la lutte contre les licenciements. Jeudi et vendredi, des débrayages d'une heure ou deux ont eu lieu avec des assemblées générales.

La question qui se pose, c'est le manque de perspectives face aux quatre licenciements (dont 2 sans préavis). Les débrayages d'une heure aboutiraient à la longue à démobilitiser les travailleurs et, d'autre part, la trahison du P«C»F et de la CGT qu'il contrôle est évidente pour chacun.

Dans ces conditions, et derrière ces questions, c'est une prise de conscience sans précédent qui bouleverse l'ambiance de cette petite usine : quelques jours après la fin de la grève, la lutte contre la dictature du patron contre les licenciements et la répression, la lutte pour défendre ces libertés démocratiques, c'est quelque chose de nouveau pour les travailleurs de chez Georges. Les quatre semaines de grève marquent la fin de bien des illusions, du paternalisme du patron aussi bien que l'im-

pact des faux communistes du PCF et des dirigeants CGT.

Maintenant, face à lui, le patron a des ouvriers déterminés qui lui feront payer cher son mépris des travailleurs. Maintenant aussi,

les travailleurs de Georges ont vu leurs vrais amis. Une section CFDT qui se construit sur une base de classe et de lutte en est un exemple. C'est une arme que prennent en main les travailleurs.

Chez Georges, petite usine de 60 personnes, les ouvriers

savaient qu'en partant en grève, ils attireraient l'attention des autres travailleurs de la zone industrielle et bénéficieraient de leur soutien. Leur lutte rejoint celles de toute la classe ouvrière contre les attaques aux libertés syndicales et démocratiques.

## HGD (vendin dans le Nord)

### Le cynisme du ministre de l'industrie

La direction de l'entreprise H.G.D. Vendin, envisage de fermer l'atelier «PHENOL». C'est dans cet atelier qu'à eu lieu un accident mortel en septembre.

Le journal «Liberté» publie une réponse écrite du ministre de l'industrie. Cette réponse ne manque pas de cynisme et du peu de cas que ce dernier fait des travailleurs. Voici un extrait de cette réponse :

«Il semble que le projet de fermeture de l'atelier de «PHENOL» de Vendin Vieil ait été envisagé après l'accident survenu dans cette usine en septembre dernier.

La direction de la société H.G.D. a jugé que le transfert

éventuel de la production à Mariénoy, du «Phénol», correspond à l'intérêt bien compris du personnel et de l'entreprise, car l'atelier de Vendin aurait nécessité pour y assurer des conditions maximales de sécurité, des travaux dont l'ampleur ne se justifie pas, (c'est dire clairement qu'un travailleur est mort du fait de la concurrence impérialiste) du point de vue économique. Les phénols carbochimiques sont en effet des produits que la concurrence pétrochimique a rendu très marginaux». La suite de la réponse promet que le ministre, comprenant l'inquiétude des travailleurs, se tiendra en liaison avec la direction d'H.G.D. pour assurer le reclassement si possible dans la région.

La direction d'H.G.D. qui en septembre n'avait soi-disant aucune responsabilité dans la mort de cet ouvrier, prend prétexte de cette mort pour exploiter encore plus les travailleurs en essayant de leur faire croire que c'est pour leur bien. Voilà un argument de la plus vile espèce.

Correspondant Liévin

• Les travailleurs de l'entreprise Superbielle, à Pau, (travaillant en régie à Péchiney Noguères) viennent de se mettre en grève illimitée pour obtenir satisfaction sur les revendications suivantes : 300F uniformes et réduction d'horaires sans perte de salaire.

# POLITIQUE

## L'ACCORD ENTRE NÉGOCIANTS ET REPRÉSENTANTS DE LA VITICULTURE

(suite de la une)

La tactique employée par le pouvoir et dans laquelle se sont engagés les représentants professionnels aboutit à un dégageant du gouvernement : «*Débrouillez-vous entre vous les producteurs et les négociants*». Ce qui, dans l'état actuel, revient à laisser les producteurs totalement à la merci du négoce. Ce négoce dont ils ont plusieurs fois pu vérifier l'honnêteté et la fidélité aux engagements pris ! Souvenons-nous en particulier de leurs promesses de ne plus acheter de vin italien.

L'engrenage dans lequel les représentants professionnels des viticulteurs viennent de mettre les doigts procure - peut-être - une bouffée temporaire d'oxygène aux producteurs de vin, mais à moyen et long terme ce mécanisme tend à les soumettre intégralement à la dictature du capital commercial, dictature qui est la cause, la source de leurs maux. Les travailleurs de la vigne devront encore lutter...

J.C. D.

## Pétition de soutien à Albert Tesseyre adressée au CRAV du Languedoc

Le 17 février, à Epinal, les CRS assassinent Michel Boye, paysan père de 6 enfants. En mars, à Montredon, Emile Poytes est tué par les CRS. En aucun cas, Albert Tesseyre ne peut être rendu responsable des affrontements de Montredon.

C'est la politique répressive du pouvoir à l'encontre des paysans et des ouvriers en lutte qui seule peut être mise en cause.

**NOUS RÉCLAMONS LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE L'AGRICULTEUR ALBERT TESSEYRE**

Cette pétition faite à l'initiative du PCR (ml) a reçu 60 signatures à l'usine CFEM à Fos-sur-Mer

## Partis gouvernementaux : UNE COORDINATION DE PLUS EN PLUS ACROBATIQUE

Chirac, le coordinateur de la coalition giscardienne, finissait hier sa tournée des popotes par une intervention aux journées des jeunes UDR. Depuis qu'il a été nommé, il a successivement visité toutes les composantes de la majorité. Mais ses acrobaties pour faire plaisir à chacun ne cachent pas les divergences qui persistent.

C'est, comme à son habitude, avec un ton triomphateur et bestial que Chirac est intervenu aux journées des jeunes UDR. Il a, en premier lieu, été contraint de faire le bilan de l'échec des partis gouvernementaux. Il a parlé d'un «recul de la majorité», qu'il a mis sur le compte de la crise économique qui a, selon lui, entraîné «une sorte de contestation». Il a d'autre part regretté que la «majorité ait souvent montré une image de division et de doute».

Face à cet échec, le premier ministre propose à l'UDR comme objectif de cette année, de «se réorganiser et se renforcer». Evidemment, ce n'est pas le même «renforcement» qu'appellent de leurs vœux les deux autres composantes de la coalition, réformateurs et R.I.

Le radical JJSS vient d'ailleurs de faire un des éclats dont il est coutumier : il écrit tout net dans «l'express» de cette semaine que Chirac «n'est pas l'homme de la mission que le chef de l'Etat lui a confiée» et lui reproche sa «fausse autorité» et son «attitude irréfléchie». A quoi Chirac a rétorqué que JJSS «soutient l'action» du président «à sa manière» et qu'il attendait «sa prochaine initiative avec intérêt et avec confiance».

Cependant, il n'y a pas que

JJSS qui soit mécontent. Le Centre Démocrate, qui tenait samedi une réunion pour former avec le Centre Démocrate et Progrès (CDP) un parti unique, a entendu un rapport désespéré d'Abelin. «Certains, a-t-il dit, commencent à s'interroger sur l'utilité de notre appartenance à la majorité» et, commentant la coordination de Chirac, il a dit «beaucoup ont l'impression d'un retour à la situation politique d'avant mai 74». L'ancien ministre de Chirac n'a pu que déplorer «la lente hémorragie» de son électorat.

Pourtant, les centristes espèrent enrayer leur disparition en formant un parti centriste unique à la fin mai. Abelin a conclu : «notre personnalité et notre originalité doivent être affirmées beaucoup plus vigoureusement encore». Curieusement, c'est exactement ce que demandait, pour son compte, le bureau politique des RI la semaine dernière. Quant aux propos de l'UDR ce week-end, ils montrent la même intention.

Ce qui montre combien la coordination de Chirac, qui redonne du poids à l'UDR, ne peut masquer la persistance des contradictions et de la concurrence qui minent l'équipe giscardienne.

Paul LEFORT

## Coordination d'Amiens:

# LE DÉBAT POLITIQUE N'A PAS EU LIEU

Amiens 14 H. Les délégations des facultés de toute la France arrivent sur le «campus». Depuis plusieurs heures déjà, on procède au contrôle des mandats des délégués, élus au cours des assemblées générales locales. Très vite c'est l'occasion pour l'UNEF de tenter de forcer l'entrée de l'amphi où doivent se dérouler les débats. Tentatives repoussées fermement, mais qui empêcheront la coordination de commencer effectivement avant 18 H ! Celle-ci s'ouvre

de façon significative par une intervention du président de l'université, membre du PS, venu exprimer «son soutien». Significative des ambiguïtés d'un mouvement où figurent ceux pour qui l'application de la réforme du second cycle serait une atteinte à leurs privilèges (l'université d'Amiens est directement menacée par cette réforme).

L'intervention du représentant du SNES-SUP, nourrie de «*défense du potentiel universitaire*» et «*d'attribu-*

*tion des moyens pour la création de nouvelles formations*» en est une autre preuve. Elle est d'ailleurs copieusement sifflée par les étudiants, très heureux d'apprendre que «*la grève des enseignants risque d'affaiblir leur mouvement*»...

18 H. La coordination elle-même débute par l'adoption à la quasi-unanimité d'une motion «*s'élevant contre les agissements irresponsables et groupusculaires d'individus se réclamant d'UNEF Renouveau*». Une condamnation qui a le mérite de dénoncer publiquement les pratiques de l'UNEF, mais qui laisse soigneusement de côté la raison même de ces agissements : la ligne corporatiste, de défense de l'université libérale de cet appendice du PCF dans le mouvement étudiant.

La suite des discussions se perd dans la confusion. Certains étudiants demandent qu'un débat politique de fond soit ouvert, comme préalable à toute décision. Un débat pour dire clairement que lutter contre la réforme Sois-

son, ce n'est pas lutter pour l'université «libérale», pour une bonne formation de «cadres au service de la nation». Qu'il n'y a pas d'unité possible avec les travailleurs si l'on ne remet pas en cause la fonction de cette université destinée à fournir, à un niveau ou à un autre les cadres qui gèreront leur exploitation. Que l'unité du mouvement dont parlent tant certains est factice tant que ne seront pas réglées ces questions. Mais visiblement, certaines forces politiques, pour qui la grève générale, le «durcissement», et les contacts avec les syndicats d'enseignants semblent être la seule perspective du mouvement, empêchent que ce débat se tienne.

Conceptions que l'on retrouve, légèrement aménagées (le comité central de grève proposé par la LCR, qui aurait été sans conteste un moyen manipulateur de direction du mouvement y est ramené à un simple collectif technique) dans la motion finalement adoptée... à 4 H du matin.



### EXTRAITS DE LA MOTION DE DAUPHINE

(58 voix, les abstentions et les refus de vote totalisant 44 voix)

«C'est en gagnant le soutien des travailleurs en lutte et à leurs côtés contre le pouvoir que les étudiants doivent se placer».

«Les étudiants en grève apportent leur plein soutien aux travailleurs de Rhône Poulenc, de Lip, de Peugeot, du Parisien Libéré, à tous les travailleurs, paysans, employés, chômeurs, en lutte contre la politique gouvernementale».

«Pour éviter l'isolement du mouvement actuel contre l'université et l'école des patrons, la question décisive, c'est l'élargissement du mouvement en gagnant le soutien des travailleurs. Par conséquent, la grève générale de l'éducation nationale doit être conçue comme un moyen dans la convergence des différentes luttes actuelles dans un mouvement d'ensemble contre la bourgeoisie en crise»...

Cette motion comportait également, outre les manifestations régionales du 15 et «l'organisation lors des manifestations du 1<sup>er</sup> mai des cortèges autonomes des AG d'étudiants», des modalités pour les examens de fin d'année remettant en cause leur principe même, et l'élection d'un collectif national, «exécutif de la mobilisation», révocable à la prochaine coordination de Toulouse.

### EXTRAITS DE LA MOTION DE VILLETANEUSE

(adoptée avec 138 voix)

«La coordination appelle à la grève générale de l'université dès le 12 avril dans la perspective d'une grève générale de l'éducation nationale»...

«Seule cette grève générale et la conjonction avec les enseignants et les travailleurs en lutte et leurs organisations syndicales peut nous permettre de gagner»...

«Dans ce cadre, le 15 avril sera une journée de grandes manifestations régionales avec l'appui des enseignants, du personnel et de leurs organisations syndicales»...

«Il nous faut durcir notre riposte par le blocage des dossiers d'habilitation, par l'occupation des rectorats et des chambres patronales, par la discussion dans les facs de l'occupation des campus»...

«La coordination décide de l'élection d'un collectif national exécutif technique du mouvement, mandaté pour rencontrer les syndicats enseignants et ouvriers... Ce collectif est désigné pour une semaine sur la base des délégués des facultés parisiennes Nanterre, Villetaneuse, Tolbiac, Vincennes, Censier».

«Une nouvelle orientation se tiendra à Toulouse La Mirail le 17 avril».

● **LES «PATRONS DE GAUCHE»** : Le centre des jeunes dirigeants (CJD) est une association de patrons qui se veulent de gauche. Ils trouvent le CNPF trop conservateur. Ils viennent de faire paraître dans les journaux, une publicité intitulée «refuser l'évolution, c'est faire le nid de la révolution» dans laquelle ils affirment : «Nous considérons que refuser de faire face au changement est une attitude suicidaire. Nous voulons faire l'économie d'une révolution». C'est aussi ce que Giscard disait il y a quelques semaines en Alsace. Décidément, tous ces bourgeois parlent beaucoup de révolution, auraient-ils peur ?

● **LA VIE DE L'APPELÉ VUE PAR BIGEARD** : Dans le dernier numéro de la revue «Armées d'aujourd'hui», Bigeard la torture décrit la vie de l'appelé : «L'instruction qui lui est donnée doit le faire vivre en plein air, nomadiser à travers notre magnifique campagne française... L'aventure du service le fait marcher, tirer, nager, sauter en parachute, piloter un char, etc... il peut pratiquer son sport favori, ou s'initier à celui qui le tente». En somme, la vie de chateau. Mais l'avis des appelés est bien loin du cinéma que se fait le secrétaire aux Armées.

● **AUX OBSEQUES D'UNE OUVRIERE**

Nous relations il y a 2 jours le suicide d'une ouvrière de Montceau les Mines, qui après avoir pendant 13 ans, subi l'exploitation dans l'entreprise Jeumont Schneider, se voyait licenciée pendant un arrêt maladie. Aux obsèques, un nombre important de travailleurs sont venus lui rendre un dernier hommage. La direction de Jeumont Schneider, pour qui la mort d'une ouvrière ne compte pas, a fait savoir que «l'affaire» s'étant passée hors de l'usine, elle n'était au courant de rien !

● **FÉDÉRATION CGT DES SYNDICATS MARITIMES** : La CGT vient de dénoncer les conditions de travail des marins dans les navires de complaisance. «L'ignoble apartheid a cours sous ces pavillons» dit-elle, dont les équipages «qui sont composés d'Asiatiques et d'Africains» sont particulièrement exploités.

● **8 MAI** : Le comité pour la célébration du 8 mai, présidé par Debu-Bridel, du Front progressiste (gaullistes d'opposition) a lancé un appel pour célébrer «la victoire des peuples libres sur le nazisme».

## Espagne

Malgré la répression

# LE PEUPLE S'ORGANISE

A la veille de la Semana Santa (semaine de Pâques) traditionnellement assez calme, le niveau de la combativité ouvrière reste cette année exceptionnellement élevé ; les travailleurs de la Telefonica sont de nouveau en lutte et la mobilisation contre la répression reste entière. Si l'on ne signale pas cette semaine de mouvements d'ensemble ou de luttes spectaculaires, c'est que, en particulier après la manifestation du 3 avril dernier, l'heure est à la consolidation des organisations de masse et aux réflexions qu'inspirent les reculades du PC et du PS la semaine dernière. L'exemple le plus important de cette consolidation, et le premier du genre, est la mise en place au niveau de tout l'Etat espagnol d'une coordination nationale de la Construction.

### DE NOUVELLES LUTTES

● A Madrid, la lutte commencée depuis plusieurs jours à la Telefonica (employés du téléphone) a pris une nouvelle extension : des assemblées de 3 à 6 000 personnes ont eu lieu. Ce secteur avait déjà été particulièrement combatif au moment des grèves de décembre. La menace d'une militarisation des travailleurs a été proférée, mais les employés des communications internationales ont riposté en annonçant que dans ce cas, ils couperaient toutes les communications avec l'Espagne.

● Chez Marconi, filiale de la société américaine ITT, les travailleurs font preuve d'une grande combativité, qu'ils

avaient perdue depuis quelques années. Depuis le début de la semaine, ils font des débrayages de 6 heures par jour pour faire pression au sujet de leur convention collective qui n'a toujours pas été signée. La lutte est dirigée par une Commission Ouvrière sur des positions révolutionnaires.

● Chez Michelin, le conflit continue dans toutes les usines du groupe en Espagne. Il y a eu 150 licenciements, surtout à Aranda de Duero. 8 travailleurs du Comité d'entreprise se sont enfermés dans l'église Maria Reina dans le quartier populaire de Vallecas pour faire une grève de la faim. A 2 heures du matin, les flics se sont présentés avec un grand

déploiement de forces. Le curé de la paroisse a refusé de les laisser entrer sans autorisation judiciaire et sans autorisation de l'évêque. Les flics ont alors enfoncé la porte et arrêté les travailleurs ainsi que le curé.

le premier secteur qui arrive à se doter de structures nationales. Les Commissions Ouvrières ont annoncé une grève générale de la branche les 28, 29, 30 avril dans tout l'Etat espagnol.

Par ailleurs, on commence

tandis que les responsables d'attentats et de coups de main fascistes sont impunis. Les militants qui avaient été arrêtés le 3 avril dernier à la porte de l'hôtel Palace, alors qu'ils s'apprétaient à se mettre à la tête de la manifesta-

contre les patrons. Sitôt connue la nouvelle, le quartier entier s'est organisé : depuis le 3, les associations populaires et ouvrières ont décidé de tenir des assemblées permanentes et depuis le 9 d'adopter d'autres formes d'action ; des manifestations sont organisées pour obtenir la libération de l'avocate et des autres détenus sans payer les amendes.

### LES LEÇONS DU 3 AVRIL

Il se confirme que la manifestation du 3 avril a eu une grande importance politique, tant par l'importance de la mobilisation - malgré le déploiement policier, des commandos de 100 à 3 000 personnes ont tenu parfois une demi-heure - que pour les leçons politiques que les masses en tirent. La mobilisation a été de fait une réponse pratique à la politique du PCE ; de nombreux secteurs populaires inorganisés dans les partis ont réprovoqué publiquement l'annulation de l'appel à la manifestation faite par le PC et les autres partis et les ont condamnés. Certains militants du parti révisionniste ont également exprimé publiquement leur mécontentement devant cette annulation.



COORDINATION NATIONALE DE LA CONSTRUCTION

à préparer le 1<sup>er</sup> mai qui sera une grande journée de lutte.

### DURCISSEMENT DE LA RÉPRESSION

Sur le plan politique, ces derniers jours, la répression s'est de nouveau durcie. Les combattants anti-fascistes sont très lourdement frappés

et se voient réclamer des amendes de 200 000 à 1 million de pesetas. Parmi eux, on relève le nom de l'avocate Francisca Sauquillo, spécialiste du droit du travail, qui a établi un bureau dans le quartier ouvrier de Vallecas et qui aide les travailleurs dans leurs luttes

## Projet d'accord soviéto-américain sur les essais nucléaires

## LES GRANDES NÉGOCIATIONS DE LA DÉTENTE

La visite de Nixon à Moscou avait laissé en suspens 2 questions : la limitation des armements stratégiques qui sera le point central de la rencontre de Vladivostok entre Brejnev et Ford, et les modalités d'application de l'accord sur l'interdiction des explosions souterraines qu'ils venaient de signer, le 3 juillet 1974.

### LE TRAITÉ SUR LA LIMITATION DES EXPLOSIONS SOUTERRAINES

Il devait entrer en application le 31 mars 1976. Les explosions supérieures à 150 kilotonnes (8 fois la puissance d'Hiroshima) étaient interdites. C'est à dire que pendant deux ans les Etats Unis et l'URSS pouvaient poursuivre les explosions souterraines de 400 kilotonnes nécessaires à l'expérimentation des engins équipés des fusées à têtes multiples. A partir de mars 1976, l'un et l'autre ne devaient plus avoir besoin de telles expériences, mais par contre, devaient expérimenter les engins miniaturisés dont la puissance n'excède pas cent cinquante kilotonnes, appelés armes tactiques.

### L'ACCORD DE VLADIVOSTOK

Il est signé en novembre

1974 et prévoyait que les Etats Unis et l'URSS devaient maintenir le nombre de leurs porteurs d'armes stratégiques au nombre de 2400 dont 1320 au maximum devaient être porteurs de fusées à têtes multiples. D'un côté, les Etats Unis poursuivaient leur programme d'équipement nucléaire, tandis que l'URSS pouvait s'équiper en fusées à têtes multiples.

Ces deux accords de l'année 1974, salués comme matérialisant la détente, permettaient la poursuite de la course aux armements. Dès le mois de novembre de 1975, une crise éclatait au sein de l'administration américaine, à partir des déclarations du secrétaire à la Défense, Schlesinger, qui sera évincé du gouvernement. Schlesinger soulignait que la détente permettait aux Soviétiques de renforcer leur potentiel militaire en Europe « en modifiant le rapport de forces sur le continent, en y acquérant la prépondérance militaire indiscutable, ils comptent renforcer toute crédibilité aux yeux des alliés occidentaux. Par là, ils espèrent à mon sens provoquer à terme une désintégration de l'Europe de l'Ouest. Autrement dit, établir sans combattre leur hégémonie de Brest Litovsk à Brest tout court ». Cela est l'objet essentiel du débat aux Etats Unis depuis plusieurs mois.

## LA DÉTENTE ESSOUFLÉE

Un nouvel accord vient d'être mis au point entre les Etats-Unis et l'URSS. Il précise comment les accords de 1974 limitant à 150 kilotonnes la puissance des engins expérimentés souterrainement, seront appliqués. Mais ils doivent encore être signés et ratifiés par le Congrès américain.

Le nouvel accord comporte une clause importante : les Américains pourront envoyer des observateurs sur le site des explosions souterraines présentées comme « pacifiques » pour en constater la nature. La portée d'un tel accord est cependant réduite : ni les Etats-Unis, ni l'URSS n'ont plus besoin des essais à forte puissance.

L'URSS, d'ailleurs, a considérablement accéléré son programme d'essais souterrains au cours de l'année 1975, sans doute pour avoir achevés avant mars 76 les essais des engins de 400 kilotonnes. Malgré tout, les négociateurs soviétiques ont fait une concession apparemment importante : jusqu'à présent l'URSS s'était refusée à tout envoi d'observateurs sur les sites des explosions nucléaires. Dans les faits, cette mesure n'a pas une grande signification pratique : les moyens pour reconnaître une explosion nucléaire « pacifique » et une expérimentation d'arme nucléaire sont limités, surtout quand l'explosion se fait à des milliers de mètres sous terre.

Ainsi, ce nouvel accord est dans le droit fil de la politique de détente soviéto-US : assurer la poursuite de la course aux armements tout en pré-

tendant la limiter en guise de contribution à la paix. Cependant, un élément nouveau est intervenu depuis les accords de 1974.

### LA DÉTENTE EN QUESTION

Alors, la « détente » battait son plein ; aujourd'hui, on peut se demander ce qu'il en reste : les grandes négociations qui en font le corps, sont bloquées, qu'il s'agisse de la limitation des armements stratégiques ou de la réduction des forces en Europe. Depuis l'intervention massive de l'URSS en Angola, à laquelle ils n'ont pu opposer de riposte efficace, les Etats-Unis sont apparus comme les grands perdants de la « détente » ce qui a donné des arguments aux partisans d'une politique de confrontation plus ouverte à l'égard de l'URSS.

L'avance que l'Union Soviétique prend sur les

Etats Unis en matière d'armement (notamment nucléaires) à l'abri de la détente et des accords sur les armes nucléaires a soulevé une crise de confiance aux Etats Unis dans la classe politique dirigeante. Toute une partie des politiciens américains craignant de voir l'URSS assurer son hégémonie uniquement par le poids de sa puissance militaire, à laquelle les Etats Unis n'auraient rien à opposer de suffisamment efficace. C'est notamment pour avoir exprimé ces doutes que Schlesinger a été renvoyé en novembre dernier.

La clause des « observateurs », qui apparaît comme une concession importante de l'URSS, est finalement un gage donné pour prouver que la politique de détente n'est pas morte, qu'elle existe encore et qu'elle permet d'arriver à des résultats que les USA n'avaient pu obtenir jusqu'alors. L'URSS a besoin de poursuivre cette politique qui lui a déjà permis d'affirmer sa supériorité dans un certain nombre de domaines. En même temps, elle a intérêt en période électorale, à ce que les courants les plus favorables des Etats Unis à cette politique aient des résultats concrets à mettre en avant.

## en bref

### ● LES MINEURS ANGLAIS REFUSENT LE PLAN DE CALLAGHAN

Lors de son premier discours public à Cardiff, Callaghan a pressé le pays et les syndicats d'accepter une nouvelle fois une police volontaire des revenus, ceci pour juguler une inflation annuelle qui d'après les estimations officielles est de 14%. Les mineurs de charbon ont refusé les dérisoires 3% d'augmentation offerts par le gouvernement et réclament 33% d'augmentation. De nouvelles difficultés attendent Callaghan.

● CORÉE DU SUD : Les Etats-Unis doivent remettre à l'armée de Corée du Sud les batteries de missiles anti-aériens Nike Hercules. Ceci fait partie d'un plan de renforcement et de modernisation de l'armée sud coréenne dont le coût s'élève à 6 milliards et demi de dollars. Les 1000 hommes qui servaient en Corée sont maintenus, dans d'autres unités. La politique américaine reste d'empêcher toute réunification du pays en opposant un véritable bastion militaire contre les aspirations du peuple coréen à vivre dans un pays unifié.

# DOSSIER

Réforme de l'entreprise

## RÉFORMES A LA CHAÎNE

### DERRIÈRE LA DÉMAGOGIE, UNE ATTAQUE EN RÉGLE CONTRE LES TRAVAILLEURS!

Depuis une semaine nous avons examiné quelques unes des mesures les plus importantes du «rapport Sudreau» (travail à la carte, enrichissement des tâches) qui pour l'essentiel sont reprises dans la campagne que mène actuellement le gouvernement Giscard sur la «revalorisation du travail manuel».

Nous ne reviendrons pas sur ce que valent enfin de compte ces «réformes» pour les travailleurs. Nous l'avons vu, ces mesures n'apportent aucune réponse aux revendications pour lesquelles les travailleurs multiplient les luttes depuis plusieurs mois; les cadences d'intensification du travail, la déqualification accélérée, l'allongement démesuré de la journée de travail, tout cela reste intact.

Ce qu'il faut voir, c'est le contexte dans lequel s'inscrit la campagne actuelle du gouvernement Giscard, quels buts poursuit-il en tentant de mettre en place certaines de ces mesures.

#### L'Impérialisme français en crise

Aujourd'hui l'impérialisme est en crise et plus particulièrement l'impérialisme français, du fait de sa position d'impérialisme secondaire. Depuis un an et demi, la bourgeoisie française face à l'aggravation de la concurrence inter-impérialiste mondiale face à la remise en cause du pillage néo-colonial sur lequel elle basait son expansion depuis de nombreuses années, se voit contrainte d'engager une vaste restructuration de son appareil économique; cette crise, ces difficultés, les capitalistes depuis 74, tentent d'en faire retomber le poids sur le dos des travailleurs: chômage, chômage partiel, intensification des cadences.

Mais en deux ans depuis la venue de Giscard au pouvoir, la situation n'a fait que s'aggraver pour la bourgeoisie.

#### Une rationalisation poussée jusqu'au bout

La situation de l'impérialisme français, dans le cadre de la concurrence mondiale pour les marchés est plus que précaire; il lui faut donc, jusque dans les limites extrêmes, rationaliser son appareil économique, tenter là où cela est possible, de supprimer tout ce qui est perte de profit, tout ce qui est improductif, tout ce qui ne va pas dans le sens d'un rendement maximum de son infrastructure industrielle. En ce sens nombre de réformes actuelles visant à organiser plus scientifiquement le travail dans un certain nombre d'entreprises (automobile, électronique, poids lourds) visent à cela.



Contre l'intensification du travail, les mutilations qui se multiplient

• c'est le travail à la carte qui permettra là où il sera appliqué, d'éliminer les temps morts, donc d'offrir au patronat, l'avantage d'une utilisation productive maximum des heures de travail.

• c'est l'enrichissement des postes de travail, comme dans les secteurs du poids lourd à la Saviem, qui en regroupant sur les postes de travail un maximum de travaux (production, réglage) permet de supprimer un nombre important de régisseurs professionnels, donc de licenciés. Les avantages pour le patronat? Réduire considérablement la masse salariale, faire faire par un minimum d'ouvriers, un maximum de travail (augmentation de la productivité) c'est ce que la bourgeoisie appelle «offrir» des possibilités nouvelles de mobilité.

• c'est l'élargissement des tâches et la mise sur pied d'ateliers de production autonomes qui en faisant travailler les ouvriers sur plusieurs postes, permet au patronat de les obliger progressivement à s'occuper en même temps de 1, 2, 3, 4 postes (Thomson CSF, Thomson Brandt). Avec ces systèmes, c'est non seulement les absents, mais aussi les départs qui ne sont pas remplacés. C'est le système de la polyvalence que le patronat développe déjà dans des secteurs comme les mines ou les magasins.

#### Dans la ligne du VIIème Plan

Enfin, l'organisation du travail en «groupes autonomes» (sur lequel insiste tout particulièrement Sudreau) permet au patronat de supprimer toute une partie de petits chefs, qu'il pouvait entretenir il y a encore peu d'années en distribuant quelques miettes des super-profits faits grâce au pillage colonial et néo-colonial, super-profits qui se réduisent aujourd'hui.

Comme on le voit, ces mesures là où elles seront appliquées (certaines, comme l'élargissement des tâches, l'enrichissement des postes de travail (stages de 2 ou 3 semaines) ne coûtent pas cher au patronat), visent à adapter au plus juste le nombre de travailleurs strictement nécessaires à la production pour les années à venir. Par la rationalisation maximum, les autres travailleurs iront rejoindre le million et demi de chômeurs, que le rapport du VII<sup>e</sup> plan concernant les problèmes de l'emploi, prévoit de maintenir et même d'augmenter jusqu'en 1980. Les propos du CNPF sont d'ailleurs assez clairs notamment ceux de Ceyrac:

«La France vit de ses entreprises et plus que jamais aujourd'hui a besoin de leur dynamisme et de leur faculté d'adaptation pour surmonter la crise; la réforme ne se justifie que si elle accroît l'efficacité de l'entreprise, c'est-à-dire si elle renforce sa cohésion pour allier réussite économique et... progrès social».

#### Les tentatives de duper les masses

Mais comment faire accepter ces mesures?

En deux ans, depuis la venue de Giscard au pouvoir, si la situation de la bourgeoisie n'a fait que s'aggraver, cela est aussi dû pour une large part, au rejet de plus en plus massif de sa politique de crise, par les travailleurs en lutte.

Alors Giscard, pour tenter de freiner les luttes des travailleurs, faire accepter le renforcement de l'exploitation qui se prépare, doit nécessairement donner le change et faire croire à la classe ouvrière que le gouvernement est décidé à satisfaire un certain nombre de revendications, tel est le contenu de la propagande qui entoure les mesures sur la soi-disant «revalorisation du travail manuel».

Il s'agit de faire croire que «l'on va promouvoir le travail manuel pour le rendre plus intéressant, accroître les responsabilités». Que Giscard tienne ces propos n'est pas un hasard.

Depuis sa venue au pouvoir, les travailleurs ont vu une aggravation considérable de leurs conditions de travail; les restructurations ont entraîné une intensification démesurée des cadences, les mutilations se sont multipliées. Si les travailleurs sont rentrés en lutte contre les licenciements le plus souvent, sur les salaires, les grèves portent aussi de plus en plus sur le refus des conditions de travail. Elles marquent nettement le refus de la classe ouvrière de supporter une des conséquences

essentielle de la crise de la bourgeoisie. Dans ces luttes, au-delà des revendications, c'est le refus d'un travail toujours répété, sans intérêt, qui apparaît, c'est l'aspiration à vivre, à travailler autrement. Rappelons nous, il y a peu de temps, la grève des travailleurs de Michelin à Montceau-les-Mines, parce qu'ils en avaient «ras le bol», rappelons nous celle de Bourgogne Electronique à Noël, où des centaines de travailleuses se sont purement et simplement absentes pour prendre le repos qu'on leur refusait. Alors la bourgeoisie tente aujourd'hui de faire croire aux travailleurs «qu'eux aussi» (comme le disent les affiches de Stoléru), peuvent s'épanouir, se «former» dans la société capitaliste.

#### Intégrer la révolte des travailleurs

Cela n'est pas nouveau. Mais les projets du gouvernement vont bien au-delà que d'étouffer les aspirations des masses. Il s'agit pour lui de les

laisser s'exprimer (un peu)... pour les récupérer (beaucoup). Bidegain, qui a collaboré étroitement avec Sudreau, tire le bilan des «réformes gaullistes».

\* Les structures en question ce sont les groupes de travail autonomes où la «responsabilité» consiste à faire trois fois plus de travail! Il s'agit bien d'appeler les travailleurs à collaborer!

#### QUAND BIDEGAIN SURPASSE DE GAULLE

«Le Général De Gaulle espérait retrouver dans l'entreprise, à travers l'association capital-travail, cette cohésion et cette discipline qui font «la force des armées». MM. Vallon et Capitant poursuivirent la quête d'une société sans affrontements mais ne réussirent pas à faire partager leurs rêves. Cette vision des rapports sociaux souligne davantage les solidarités que les divergences d'intérêts. «Nous avons appris depuis que les tensions ne sont pas toujours négatives... notre objectif ne doit donc pas être de les supprimer, mais de mettre en place des structures\* qui les rendent motrices et fertiles.» (entendez pour les profits capitalistes).

On leur tiendra le langage du genre «Il est possible d'améliorer les conditions de travail... à condition de ne pas remettre en cause par les luttes, la reprise qui s'amorce!». C'est ce que disait explicitement Sudreau il y a quelques semaines: «Le premier besoin de la France aujourd'hui, pour affronter la crise, et en particulier l'inflation, ce cancer qui ronge notre société, c'est un meilleur consensus social. Le rôle de la réforme de l'entreprise est d'y contribuer». (Crise, reprise, ce n'est jamais le moment pour les travailleurs de revendiquer!).



Les travailleurs n'ont qu'une seule solution la lutte!

#### Des entraves bien réelles à l'action des travailleurs

L'essentiel des réformes que va tenter de mettre en place Giscard, sont en plus autant de moyens supplémentaires pour le patronat de limiter encore un peu plus, sous divers biais, les libertés syndicales.

Avec le travail à la carte, c'est l'organisation même du travail qui entrave l'action syndicale. Un tel système, du fait qu'il oblige chacun à se débrouiller seul, vise à encourager l'individualisme, à casser l'organisation collective. Que la bourgeoisie tente

aujourd'hui de développer ce système dans les entreprises à forte proportion de travailleuses, n'est pas étonnant: il s'agit de mettre un obstacle supplémentaire à la lutte des femmes de la classe ouvrière. Il s'agit de mettre un frein à leur participation de plus en plus grande, au combat revendicatif; en ce sens, c'est un moyen supplémentaire que se donne la bourgeoisie pour diviser les travailleurs, et contre lequel il faut combattre.

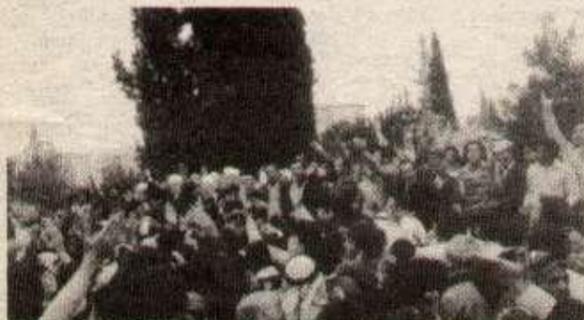
## Palestine occupée:

**ÉLECTIONS MUNICIPALES, EN CISJORDANIE, UN PAS VERS «L'ADMINISTRATION AUTONOME»**

*Aujourd'hui, c'est la date des élections municipales en Cisjordanie. Ces élections se préparent depuis un bon moment. Les sionistes ont été obligés de faire reculer la date de ces élections, de novembre 1974 à mars 1976, puis au 12 avril.*

L'importance de ces élections vient du fait qu'elles sont considérées comme un moyen pour dire que ces

voter à ces élections. Il s'agit, pour les sionistes, d'un moyen pour dire que ces



19 mars 1976 : journée de protestation contre la violation de la mosquée El Aqsa à Jérusalem. Rassemblement populaire sur l'esplanade de la mosquée.

premier pas vers «l'administration autonome» des terres occupées en 1967. «L'administration autonome» c'est le passage du pouvoir politique à des notables de Cisjordanie, liés à l'Etat sioniste. Il s'agit, par cette mesure, de créer un pouvoir fantôme palestinien qui vise à remplacer la représentativité de l'OLP. C'est un des buts essentiels des sionistes. Les projets d'«administration autonome» ne sont apparus au grand jour que lorsque l'OLP a été reconnue comme seul représentant légitime du peuple palestinien aux Nations-Unies en novembre 1974.

Jusqu'à présent, les conseils municipaux dans les terres occupées en 67 ont des pouvoirs minimes : ils s'occupent de l'eau, l'électricité et quelques autres problèmes quotidiens. Le pouvoir politique et militaire est aux mains du gouvernement militaire de la région. Les élections municipales se faisaient comme en Jordanie : seuls les hommes qui paient les impôts pouvaient voter.

Les sionistes ont pris des mesures pour assurer une plus large «représentativité» au Conseil municipal : tous les hommes et femmes au-dessus de 18 ans pourront

conseils sont plus représentatifs que l'OLP. Après l'élection de ces conseils, les sionistes vont passer à la deuxième étape de leur projet «d'administration autonome». Parmi les conseils de Cisjordanie, un certain nombre de personnes seront choisies pour former le «gouvernement de l'administration autonome».

Il aura, dit-on, un pouvoir politique et administratif... Mais la police et l'armée resteront sionistes !

Jusqu'à présent, les municipalités ont refusé de participer au «pouvoir politique», car cela signifierait qu'elles acceptent l'occupation.

Le peuple palestinien a déjà voté : il est contre l'occupation. C'est le sens du soulèvement actuel en Cisjordanie et dans le reste de la Palestine.

Les élections ne détermineront pas la représentativité du peuple palestinien. En se soulevant, les masses ont exprimé leur attachement à l'OLP.

A Gaza, il n'y a pas d'élections, bien qu'il y ait un projet identique. A Gaza, il n'y a plus de municipalités, il n'y a qu'un gouvernement militaire.

## Pérou : état d'urgence dans l'industrie minière

Le gouvernement péruvien vient de décréter l'état d'urgence dans les mines ce qui lui permet d'arrêter légalement et de licencier les mineurs qui ont participé à des grèves. Il faut rappeler que la répression s'est intensifiée sur les masses péruviennes et que c'est par centaines qu'il faut chiffrer les arrestations et les tortures. La crise économique qui a commencé à peser à partir de 73 a conduit le régime péruvien à accentuer son caractère répressif, d'autant plus que les masses sont en train de se doter d'organisations de classe indépendantes et entrent en lutte. Les mineurs ont toujours été un secteur particulièrement combatif au Pérou.

Les mineurs ont toujours été un secteur particulièrement combatif au Pérou.

● **FINLANDE** : Fin de la grève des industries alimentaires. Après deux semaines de grève, qui avaient complètement paralysé toute la distribution (supermarchés, boucheries, boulangeries), les 40.000 travailleurs des industries ali-

mentaires ont décidé de reprendre le travail après avoir obtenu une augmentation de 15% sur leurs salaires, soit le double des augmentations définies par les conventions collectives, garantie par un contrat de 2 ans.

## LIBAN:

# Après le vote pour l'amendement, QUI SERA LE NOUVEAU PRÉSIDENT?

Samedi, le parlement libanais s'est réuni pour voter l'amendement à l'article 73 de la constitution. Il s'agit de permettre l'élection d'un président six mois avant la fin du mandat du président actuel. La fin du mandat de Frangié étant en août, il est donc possible d'élire un nouveau président dès maintenant. Pour cela, le Parlement va de nouveau se réunir mardi.

Il reste à savoir si la trêve de dix jours décidée par les forces patriotiques va se maintenir, car normalement, le délai a expiré dimanche.

Le choix d'un nouveau président va être déterminé par l'attitude des forces politiques dans le Parlement.

Après les changements

intervenues lors des derniers combats dans les rapports de forces, presque tous les députés, pour des raisons diverses, sont pour l'arrêt définitif des combats. Bien qu'il entretienne certaines contradictions avec le régime syrien, Raymond Eddé semble actuellement le candidat le plus en vue.

Il y a un certain décalage entre les victoires militaires de la dernière période et les solutions politiques qui sont actuellement proposées.

D'un côté, sur le terrain, les forces patriotiques ont la supériorité et de l'autre, c'est le Parlement, composé des politiciens traditionnels, qui

propose les changements politiques.

Par ailleurs, la question de la nature de l'intervention syrienne se repose encore : de plus en plus, des informations convergentes font état de combats qui opposeraient des éléments «pro-syriens» aux forces de la Résistance et à l'Armée Arabe du Liban.

## L'attitude de la Syrie...

On ne peut comprendre l'attitude actuelle de la Syrie et de l'organisation de la Saïka qui lui est liée, sans voir les raisons qui la poussent à soutenir telles ou telles forces.

Dès le début des combats, en avril 75, la Syrie a soutenu les forces patriotiques. Mais au début de cette année, après la victoire de Damour et après la formation de l'armée arabe du Liban,

l'attitude de la Syrie est devenue beaucoup plus fluctuante, et des contradictions l'ont opposée à plusieurs reprises aux forces patriotiques.

Pour la Syrie, il faut empêcher toute victoire de telle ou telle force.

Empêcher une victoire des forces de droite car la partition est un danger pour elle. Elle ne veut pas avoir un autre «Israël» à ses frontières et ce sera un pas en avant pour la constitution d'autres petits Etats dans la région.

D'un autre côté, les objectifs du régime syrien ne coïncident pas strictement avec ceux de la Résistance Palestinienne. D'une part, en Syrie même, celle-ci n'a jamais eu la liberté d'action qu'elle est parvenue à conquérir au Liban.

D'autre part, après le rapprochement syro-jordanien, des bruits circulent avec de plus en plus d'insistance sur un projet de règlement avec Israël sur le Golan, pour lequel le contrôle du Liban, base arrière de l'OLP, constituerait un atout possible entre les mains de Damas.



Feront-ils le poids ? Ce sont les CRS français qui montent la garde autour de Gorse devant l'ambassade de France transformée en poste fortifié. La mission de conciliation se présente ouvertement pour ce qu'elle est : une tentative pour s'ingérer dans les affaires intérieures du Liban...

## Comores:

# Le référendum à Mayotte

Les Comoriens de Mayotte ont été consultés une nouvelle fois hier, sous la menace des mitraillettes et dans la terreur organisée par le mouvement mahorais du député UDR Marcel Henry. Le résultat n'était pas encore connu hier au soir, mais ce qui est certain, c'est que tout a été fait pour que tout le monde vote bien. Le mouvement de Marcel Henry avait même défini comment chaque village devait répondre à la question posée pendant le référendum : «Voulez-vous que les Comores conservent ou abandonnent le statut de Territoire d'Outre Mer ?». Tel village devait voter nul à l'aide de bulletins portant «Je veux que Mayotte devienne un département d'Outre Mer», tel autre devait voter pour l'abandon du statut de TOM.

Cette consultation ne revêt aucune signification quant au point de vue des Comoriens de Mayotte, parce que d'une part, elle est entièrement manipulée et d'autre part, parce qu'elle se situe dans le cadre de la séparation de Mayotte du reste des Comores dont elle fait partie. Tous ceux qui sont contre la partition sont violemment réprimés.

Il y a peu de temps des lycéens de Mayotte qui rentraient de Moroni, la capitale des Comores, étaient refou-

lés parce qu'ils avaient refusé d'enlever les chemises qu'ils portaient sur lesquelles était imprimé «vive les Comores Unies».

L'île de Mayotte a été séparée des Comores au lendemain de l'indépendance. A 95%, le peuple des Comores, s'est prononcé en décembre 1974, pour l'indépendance, qui a été proclamée au mois de juillet. En février 1976, le gouvernement français organisait un référendum à Mayotte, à l'issue duquel Mayotte était

considérée comme faisant partie de la France tandis que les Comores étaient indépendantes.

Pour des raisons essentiellement stratégiques, le gouvernement français a démantelé un archipel uni. Sur l'île de Mayotte une base est en construction à Dzaoudzi, la capitale. L'enjeu est le contrôle de la route des gros pétroliers qui passent par le canal du Mozambique. Depuis, la victoire du peuple mozambicain, la base de Mayotte est la seule base occidentale qui contrôle l'entrée du canal.

Le résultat du référendum à Mayotte n'a qu'une seule signification : la volonté du gouvernement français de se maintenir dans cette région du monde contre la volonté du peuple comorien, de tous les peuples de la région et des habitants de Mayotte eux-mêmes.

## en bref...

### ● VORSTER EN ISRAËL

C'est dans un contexte international d'isolement accru de l'Afrique du Sud et d'Israël dans le monde que Vorster, premier ministre et champion de l'apartheid est en visite dans l'Etat sioniste. Il s'agirait pour lui, d'obtenir des armes, en particulier des avions de combat. Notons au passage, qu'en visitant le monument aux victimes du nazisme, ce défenseur du racisme s'est exclamé : «Je ne peux pas comprendre comment cette tragédie est arrivée ! Il était, pourtant bien placé pour le savoir : Vorster a en effet, été arrêté par les Anglais pendant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale pour collaboration avec les nazis...

# DANS NOTRE COURRIER

## INFORMATIONS CONCERNANT LA RÉPRESSION DU PEUPLE SAHRAOUI AU MAROC (Communiquées le 3/4/76 par un militant sahraoui)

**Personnes arrêtées :**

- Cheikh Barbero
- Baouba Ould El Kaouri
- Ali Dougo
- Toute la famille de Lili
- Tous les étudiants sahraouis (entre autres Safar Cheikh, Bab Eddine Mastalla, Daoud Khader, Khouaja Abderrahmane...)
- Bent Zonine
- Aïcha Bent Chafaïr
- et une centaine d'autres à Goulimine
- Sallouh
- Hammoudi Ould Bouzid Ould Er Rabbani
- N'Guirza Bent Hamdal Ould El Wali
- Fatma Bent Haïdar et sa sœur Khaïtha
- Er Raquibib
- La femme de Amrane
- Et quatre autres femmes qui ont été arrêtées le 30 mars 76, une au Bouar Nouadher, deux au quartier El Douar El Faouganat et la quatrième à Legouïra (on ne sait pas encore leur nom), leur nom).

- Les fils de Cheikh Ould Alliert
- Ould Hamdane
- Khatri et son frère
- Ould Charramha.

De plus, le commissariat central d'Agadir renferme plus d'une centaine d'hommes et de femmes qui sont arrêtés depuis deux mois. Le seul crime de ces gens est d'être Sahraouis ou d'avoir un membre de leur famille au F.POLISARIO et de refuser de se laisser aller dans les grandes lignes de la politique impérialiste du gouvernement rétrograde du Maroc.

Enfin, nous appelons toutes les instances internationales, les commissions spécialisées, les organisations régionales et toutes les forces populaires partisans de la liberté et de la paix d'unir leurs voix pour sauver un groupe de gens qui vivent dans des conditions inhumaines et sont soumis à une torture plus que barbare.

## UN COOPÉRANT FRANÇAIS TÉMOIGNE DE LA VIE DES SAHRAOUI AU MAROC

*Un de nos lecteurs de retour du Maroc, nous a envoyé le témoignage d'un coopérant français. C'est un témoignage sur la vie des sahraouis au Maroc. Il nous transmet également la liste de nombreux Sahraouis emprisonnés, établie par leurs amis et leur famille.*

*Ainsi, le mur de silence à l'abri duquel le roi du Maroc veut écraser le peuple sahraoui, commence à se lézarder. L'emprisonnement des assassins des Sahraouis au Maroc complète la tentative de génocide au Sahara même, par la destruction des camps, les bombardements au napalm. Mais les Sahraouis au Maroc comme au Sahara, sont un peuple qui veut son indépendance et rien ne le fera plier.*

Après trois ans de lutte sous la direction du F.POLISARIO (Front pour la Libération de la Saguiat el Hamra et du Rio de Oro) le peuple sahraoui était parvenu à libérer la plus grande partie du territoire, les troupes espagnoles se repliant sur quelques postes militaires. Parallèlement aux combats, le peuple sahraoui où qu'il se trouve (Sahara Occidental, Mauritanie, Algérie et Maroc) s'organisait en fonction de l'avenir : prise de

Cette prise de conscience était le fait des masses à aucun instant coupées de leurs représentants. Chaque décision de toute façon se décidait à la base, se discutait longuement au niveau des cellules où chacun pouvait s'exprimer librement (les étudiants s'ils furent souvent les premiers n'eurent à aucun instant le sentiment de valoir plus que leurs frères militants). Si le degré d'instruction différait, le degré de poli-

Foum el Hassan et de Tata. Ces régions autrefois touristiques sont désormais des zones pratiquement interdites. Incapables de vaincre sur le terrain, malgré l'armement ultra-moderne que leur envoie la France, les troupes marocaines tentent de détruire à coup de napalm toute forme de vie humaine. A l'intérieur du Maroc, les Sahraouis nombreux - comme ils le sont en Algérie et en Mauritanie - sont devenus, quelle que soit leur position de véritables otages. Ces Sahraouis, dont certains vivent ici depuis très longtemps - alors que les autres se sont réfugiés plus récemment à la suite de plusieurs soulèvements contre l'Espagne - sont désormais tous suspects. A Tan Tan d'abord, loin des regards, des centaines d'entre eux, hommes, femmes, enfants (ce n'est pas une clause de style) ont été jetés en prison et brutalisés. On a même arrêté, puis relâché un



conscience politique par les masses des dimensions mondiales et anti-impérialistes de la lutte, lutte contre le phénomène tribal, lutte de «classe» contre les notables au sein de la tribu, et contre toutes sortes d'inégalités entre anciens maîtres, artisans et esclaves, affirmation de l'égalité de la femme et du droit et du devoir qu'elle a à participer au mouvement (El Ouali disait dès le début : la femme saharienne n'est pas seulement victime de la colonisation espagnole, elle est aussi victime de l'homme sahraoui). Ces trois ans d'épreuves et de formation ont profondément bouleversé la société sahraouie, opérée une véritable révolution culturelle.

Lorsqu'une mère demande par atavisme à son fils à quelle tribu appartient un de ses amis, le fils répond : «il est sahraoui» et la mère s'excuse en riant. La religion contre laquelle le Front n'a pas lutté est devenue une affaire personnelle, jamais un des motifs de la lutte. L'incroyance est maintenant une conduite qui ne choque plus, tant il est vrai que l'on ne juge plus les autres que sur le degré de leur engagement (souvent un militant prie à côté d'un autre qui ne croit pas sans que cela provoque l'ombre d'une mésentente entre eux).

tion seul avait de l'importance. Nulle humilité, nulle déférence chez ceux qui étaient les moins cultivés, nulle arrogance non plus. Un jour, une femme à qui l'on proposait en riant d'enseigner telle matière scolaire difficile répondait fermement : «Pourquoi pas ?». Avant même d'avoir conquis sa liberté, le peuple sahraoui est un peuple libre, libéré par une prise de conscience éloignée de toute démagogie.

Depuis quelques mois, les troupes marocaines avec la complicité des Espagnols tentent de reconquérir le territoire libéré. Mais cela ne se passe pas comme on l'espérait à Rabat où l'on ne s'attendait pas à une telle détermination de la part d'un petit peuple - mais moins petit qu'on ne l'imagine, au moins 600.000 personnes, c'est à dire 3 fois l'Islande, et non 80.000 comme on l'écrit - dont beaucoup, de bonne foi au début, de mauvaise foi maintenant, ignoraient l'existence. Les combats de plus en plus violents se déroulent autour des places fortes marocaines de Smara et El Aïoun. Ils s'étendent même de plus en plus à l'intérieur des frontières marocaines : entre Tan Tan et Goulimine, entre Tan tan et Tarfaya, et même plus à l'est du côté de

khalifa (fonctionnaire d'autorité). Presque en même temps ont commencé, à Agadir d'abord, puis à Rabat les arrestations de lycéens et d'étudiants qui sont devenues massives à la veille des dernières vacances. Ils sont tous torturés dans des caves, à quelques centaines de mètres d'une plage pleine de touristes, dans une ville en fête où il est difficile de ne pas être heureux, dans une ville belle et luxueuse entourée de bidonvilles et de villages où tous les soirs règne un couvre-feu qu'on n'ose pas dire son nom (que l'on appelle «la rafle»). Dans ces bidonvilles et ces villages où les Sahraouis sont nombreux, on a obligé les hommes à assurer la nuit l'autodéfense. La nuit et le jour, les familles sahariennes attendent qu'on vienne leur arracher un des leurs puisque désormais être Sahraoui est une présomption de crime auquel il n'y a guère de circonstances atténuantes. Parfois, ce sont des familles entières qui sont arrêtées. A vingt mètres de là, on ignore, on feint d'ignorer, on continue à vivre.

(Lettre rédigée le 3/4/76 par un ami du peuple sahraoui, Français résident au Maroc)

**1<sup>er</sup> MAI TOUS A PARIS**  
de 17h à 24h

**FETE de REBELLES**

Cartoucherie de Vincennes  
METRO CHATEAU DE VINCENNES

Avec : Gillès SERVAT Roger SIFFERT IMAGO

Plus de 10 forums SUR LES PROBLÈMES DE LA JEUNESSE  
avec des jeunes venus de toute la France

• Danse, Chorale, Cinéma non stop, Jeux, Concours, Spécialités étrangères, Théâtre, etc...

AVEC LA PARTICIPATION DE DÉLÉGATIONS DE JEUNES DE CES PAYS : Iran, Djibouti, Palestine, Guadeloupe, Martinique, Argentine, Chili, Pérou, St Domingue, Tunisie, Maroc, Sahara Occidental, Tchad, Gabon, Sénégal, Comores, Ethiopie, Oman, Grèce, Turquie, Espagne, Italie, Liban...

**INTERVENTION DU COMITÉ NATIONAL DE L'UCJR**

Vignettes 8 F à commander à Rebelles  
57 rue Ordener 75018 PARIS ou au Quotidien du Peuple  
Nombreux départs groupés de province



Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR (ml)  
Adresse postale : BP 225 75 924 Paris Cédex 19 -  
CCP n° 23 132 48 F Paris -  
Directeur de publication Y. CHEVET - Imprimé par IPCC Paris  
Distribué par les NMPP - Commission Paritaire : 56 942

# CINEMA

«Les œufs brouillés»  
Un film de Joël Santini

## une satire de la démagogie giscardienne

M. Dutilleul est cadre moyen dans une banque, et mène une vie tout à fait ordinaire et rangée. Sa seule particularité est d'avoir un visage qui inspire confiance. Aussi pour le Président de la République, et les conseillers experts en publicité qui l'entourent, il est l'homme rêvé pour faire remonter les sondages et l'image de marque du gouvernement. Alors la machine publicitaire se met en marche : le Président s'invite à dîner chez les Dutilleul, l'associe à une tournée officielle en province, le fait participer à un Conseil des Ministres...

Toute cette première partie du film est fort bien enlevée et la satire de la démagogie giscardienne fait souvent mouche : invitation d'éboueurs au petit déjeuner, études de l'image de marque des ministres par des spécialistes du marketing (le secrétaire d'Etat aux Armées part en manœuvres comme simple deuxième classe). Le morceau de bravoure, c'est le dîner du Président chez les Dutilleul : démagogie, fausse

simplicité, mise en scène pure et simple (des flics viennent crier sous les fenêtres des insultes envers le Président, pour montrer à Dutilleul à quel point la tâche de Chef de l'Etat est dure...). Le tout dominé par le personnage de Brumaire (interprété par J.C. Brialy), agent de publicité chargé de mettre en valeur l'image de marque du Président. C'est lui qui tire les ficelles avec un cynisme assez réjouissant.

Cette satire, qui reste bien superficielle, est d'ailleurs un signe des temps, et l'on imagine difficilement un film de ce genre sous la présidence de De Gaulle ou de Pompidou. C'est le reflet du discrédit croissant de tous ces politiciens dont l'essentiel de l'activité consiste à essayer de jeter de la poudre aux yeux des travailleurs pour faire remonter leur cote électorale.

UN FILM  
QUI S'ESSOUFFLE VITE

Malheureusement la deuxième partie du film ne tient

pas les promesses de la première. Dutilleul se pique au jeu et essaie de revoir le Président. Bien entendu, celui-ci, une fois l'opération publicitaire terminée, refuse de le recevoir... Cette deuxième partie montre d'abord un certain essoufflement dans les gags et l'imagination du scénariste. On a même parfois l'impression que celui-ci, une fois la situation de départ posée, n'a pas très bien su comment terminer son film.

D'autre part, c'est toute une certaine conception réactionnaire de la politique qui s'exprime, présentant avec mépris les gens du peuple (la séquence des éboueurs est même franche-

ment raciste), leurs luttes. Les paysans qui barrent une route pendant le voyage du Président sont présentés comme des guignols que l'on peut manipuler à coup de promesses. Et la morale de l'aventure de Dutilleul est claire : le petit monde de la politique est pourri, certes, mais il ne faut pas s'en mêler si l'on ne veut pas perdre sa tranquillité. Tout cela n'est pas bien neuf et fait même parfois penser aux critiques de certains journaux du type Minute. Si vous voulez éviter de perdre votre temps, sortez avant la fin !

J.P. BOULOGNE

### Solution des mots croisés

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	G	Y	R	O	P	H	A	R	E
B	A	V	A	L		L	A	R	D
C	S	O	S		S	O	L	D	E
D	P	N		O	A	S	I	S	O
E	I		A	R	M	E	E	P	S
F	L	O	B	E	I		D	E	S
G	L	I	B	E	L	L	A	L	E
H	A	S	A		A	L	I	T	E
I	G	O	Y	A		E	L	U	E
J	E	N	E		E	S	S	E	

# TELEVISION

## Programme

LUNDI 12 AVRIL	MARDI 13 AVRIL
<b>TF 1</b>	<b>TF 1</b>
18 h 15 - A la bonne heure	18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes	18 h 45 - Pour les jeunes
20 h 00 - Journal	19 h 20 - Actualités régionales
20 h 30 - Regards sur l'histoire : la légende de Jesse James, film américain de P. Kaufman (1972)	20 h 00 - Journal
23 h 00 - Journal	20 h 30 - L'oiseau des neiges film TV
	21 h 25 - Ces années-là : 1958
<b>A 2</b>	22 h 25 - Pleine page
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	23 h 25 - Journal
19 h 20 - Actualités régionales	<b>A 2</b>
19 h 45 - Y'a un truc	19 h 20 - Actualités régionales
20 h 00 - Journal	19 h 45 - Y'a un truc
20 h 30 - La tête et les jambes	20 h 00 - Journal
21 h 45 - Droit de cité	20 h 30 - Les dossiers de l'écran : les faussaires : vérités et mensonges, film franco-iranien d'O. Welles (1972)
22 h 45 - Journal	23 h 15 - Journal
<b>FR 3</b>	<b>FR 3</b>
18 h 45 - Pour les jeunes	18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux	19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales	19 h 45 - Pour les jeunes
19 h 40 - Tribune libre	20 h 00 - Les jeux de 20 heures
19 h 55 - Flash journal	20 h 30 - Films policiers, aventures : le mataf, film français de S. Le-roy (1973)
20 h 00 - Les jeux de 20 heures	22 h 05 - Journal
20 h 30 - Prestige du cinéma : le serpent film français de H. Verneuil (1972)	
22 h 30 - Journal	

## Notre nouveau feuilleton

# HON DAT

DE ANH DUC

Voilà un an, les peuples d'Indochine se libéraient, infligeant à l'impérialisme US la plus cuisante défaite de son histoire. Le 17 avril, les Forces Armées populaires du FUNK libéraient Phnom Penh, le 30, le Front National de Libération du Sud-Vietnam entra à Saïgon. Cependant qu'au Laos, le peuple se soulevait massivement contre la droite inféodée à l'impérialisme US jusqu'à son élimination définitive en juillet.

Pour saluer le premier anniversaire de la victoire des peuples d'Indochine, nous commençons aujourd'hui la publication en feuilleton du roman vietnamien *Hon Dat*. Ecrit par Anh Duc, ce roman a reçu le prix *Nguyen Dinh Chieu* de littérature et d'Art du Sud Vietnam en 1965.

Préfacant l'ouvrage, Tran Bach Dang, membre du Présidium du Comité Central du Front National de Libération et Président de l'Union des Lettres et des Arts du Sud Vietnam, écrivait :

« Dans son roman, Anh Duc a réussi à montrer la force extraordinaire des gens pourvus d'un idéal, animés d'une grande volonté de lutte et imperturbables devant les adversaires qui sont de véritables démons apparemment terrifiants par leur nombre et leur armement mais démunis de cette qualité inestimable : la combativité. En cela réside le caractère typique de *Hon Dat*.

L'histoire se passe après les journées ardentes des « soulèvements simultanés », vers 1961. (...)

*Hon Dat*, image fidèle de la réalité, est une œuvre belle et émouvante bien que non exempte de défauts. C'est une épopée parmi tant d'autres qui constituent la grande symphonie de notre lutte contre les agresseurs américains et leurs valets. »

### 1<sup>er</sup> EPISODE : LA LETTRE

— Allons ! avoue que j'avais bien raison de soutenir qu'il ne t'a pas oubliée ! dit Quyen à sa sœur Su. Vois comme sa lettre est touchante ! Et c'est la dix-huitième, remarque ! C'est quelque chose, ça ! Déjà tu imaginais Dieu sait quoi... Tout s'explique : ses précédentes lettres se sont égarées, comme les tiennes, bien entendu. Quand on pense que toute cette correspondance de sept ou huit ans s'est perdue, alors que le Nord, c'est toujours notre pays... Il y a de quoi enrager. Mais aujourd'hui, c'est bien fini, tous ces tourments à propos de ton mari, hein ? Ça te changera un peu, toi qui répétais tout le temps : « il est à craindre qu'avec la vie douillette qu'il connaît là-bas, il n'a plus le temps de penser à personne ! » Avoue que tu as été injuste !

La jeune fille parlait avec volubilité et des accents de joie dans la voix. Non pour défendre son beau-frère comme on pourrait le croire, mais



parce qu'elle était heureuse de la joie qui venait d'arriver à sa chère Su après sept longues années d'attente. Elle prenait plaisir à entretenir et à gonfler ce bonheur qu'elle partageait. Les yeux pétillants, se pinçant les lèvres de temps à autre, elle appuyait ses paroles d'un geste gracieux de ses mains.

Elle retint la photo de son beau-frère en rendant la lettre à Su et, passant rapidement dans la véranda, attira vers elle la petite Thuy qui jouait près de l'escalier :

— Regarde bien et réponds à tata : qui est ce monsieur ? dit-elle en la montrant à l'enfant.

— C'est mon papa ! répondit la petite fille en prenant la photo et en la dévorant des yeux. Oui ! C'est bien lui.

— Comment le sais-tu ?

— C'est maman qui me l'a dit.

Puis levant sur sa tante ses grands yeux noirs : — Tata, est-ce bien lui ? demanda-t-elle en proie à un doute subit.

Quyen prit la petite dans ses bras et la porta vers le lit de camp. Après l'avoir posée sur ses genoux, elle hocha enfin la tête :

— Oui ! dit-elle. C'est bien ton papa. Désormais, rappelle-toi bien comment il est. Papa et toi, vous vous connaissez maintenant !

Puis se tournant vers sa sœur :

— D'après sa lettre, San a bien reçu ton dernier billet et la photo que tu as prise avec Thuy. Pense donc, ce n'est qu'après sept ans que ton mari connaît enfin les traits de sa fille !

D'un geste affectueux Quyen appuya son index sur le front de sa nièce :

— Oui, continua-t-elle, c'est bien après sept ans que papa peut enfin contempler ta frimousse, ma petite ! A son départ, tu n'étais pas encore née, tu comprends ?

En écoutant sa sœur, Su se rappela comme si c'était hier la courte permission que son mari avait passée avec elle avant d'aller se regrouper dans le Nord.

La veille du départ de San...

Tard dans la nuit, il attira la tête de sa femme sur son bras et, après un moment de silence, dit comme pour lui-même :

— Je me demande s'il y a beaucoup de fruits là-bas, comme chez nous. Y trouverai-je des mangues, des mangoustans, des pamplemousses ? Les pamplemousses, c'est sûr qu'il y en a ! Seulement je ne sais pas à quelle époque ils fleurissent. Pas forcément à l'approche du Tet (1), comme ici.

Su comprend que son mari évoque leur première rencontre : ce jour-là, elle avait mis du parfum de pamplemousse dans ses cheveux.

Tel fut le début de leur roman. Commencé au milieu des victoires remportées par nos armes dans tout le pays, leur amour s'épanouissait en ce douzième mois avec les pamplemousses de Hon Dat et s'imprégnait de l'odeur grisante de leurs fleurs. Deux ans plus tard les voilà mariés. Leurs noces, célébrées juste au moment de la grande victoire de Dien Bien Phu furent les plus gales de la région. Plus de sept ans s'étaient passés depuis. Les époux avaient vécu ensemble à peine un mois. Et ce n'était qu'aujourd'hui que Su recevait des nouvelles de son mari par l'entremise d'une lettre trop mince et retrouvait le visage aimé sur une photo trop petite.

(à suivre)

(1) Nouvel An Lunaire et Fête du Printemps.

# IRAN

## 50 ANS DE CRIMES DES PALHEVI 50 ANS DE LUTTE DU PEUPLE

\* Palhevi : nom de la «dynastie» régnante depuis 1925

(1)

### UNE DYNASTIE IMPORTÉE

*Le régime iranien a engagé le 21 mars dernier, date du nouvel an en Iran, les fêtes du cinquantenaire de la dynastie Palhevi. Ces fêtes dureront un an : une nouvelle année d'oppression, de répression des masses, une nouvelle année de lutte héroïque pour le peuple. Nous allons essayer d'aborder en quelques articles certains aspects de la situation de l'Iran à travers la «réforme agraire», la question du pétrole, les luttes populaires, les organisations politiques présentes. Ces articles n'aborderont que quelques aspects de la réalité iranienne, ils laissent de côté par exemple, tout le problème du rôle de l'Iran dans la région sur lequel nous reviendrons ultérieurement. Le Chah fête les cinquante ans de règne despotique en Iran, nous célébrons ici les cinquante années de lutte résolue du peuple iranien.*

Lorsqu'on parle de l'Iran aujourd'hui, c'est un peu au mystère des fastes de la cour que l'on pense. Bien sûr, quand c'est la radio, la télévision ou les journaux qui nous parlent de l'Iran, c'est pour nous raconter les petits potins de la famille impériale, Farah va au ski, fait ses courses à Paris, le chah est un grand homme qui a sorti son pays de la misère (!), qui a su prendre une place sur la scène internationale... Du peuple d'Iran, rien. On ne nous dit rien de sa vie, de ses souffrances, de ses luttes. On nous rabat les oreilles de la richesse de l'Iran : le pétrole, le gaz, les marchés mirifiques passés avec le gouvernement français... Oui, l'Iran est un pays riche, mais à qui profitent ces richesses, comment vit le peuple de ce pays ? C'est ce que nous allons essayer de découvrir partiellement à travers

quelques aspects de la vie économique, sociale et politique, nous allons briser le mur du silence, parler un peu de la réalité iranienne.

Oui, l'Iran est un pays riche. Entouré au Nord par l'URSS, à l'Est par l'Afghanistan et le Pakistan, au Nord-Ouest par la Turquie, à l'Ouest par l'Irak, séparé de l'Arabie Saoudite et des pays arabes par les eaux du Golfe Arabo-Persique, l'Iran renferme de nombreuses richesses naturelles, que ce soit en gaz ou en pétrole. Ses ressources et sa situation stratégique en feront un point névralgique dans le système impérialiste. C'est ce qu'il faut toujours avoir en tête pour comprendre l'histoire contemporaine de ce pays, de ce peuple qui compte aujourd'hui plus de 31 millions d'habitants.

#### UN POINT NÉVRALGIQUE

Il suffit pour s'en rendre compte de jeter un regard sur les 50 dernières années écoulées dans ce pays. Le pétrole iranien a toujours «attiré» les impérialistes anglais et dès 1872, ils en avaient la concession et ne comptaient pas la perdre. C'est pourquoi lorsqu'ils voient le triomphe de la révolution bolchévique et surtout son influence en Iran, ils s'empressent de prendre les choses en main. Ils ne pouvaient impunément laisser se développer les mouvements populaires comme la révolution constitutionnelle en Azerbaïd-

jan (de 1906 à 1919) ou le Soviet de Guilan (1919) dirigé par Milza Koutchek Khan, soutenu par l'armée rouge : ils ne pouvaient laisser se propager les idées révolutionnaires dans le peuple iranien.

Face à «l'incompréhension» du gouvernement en place et à la montée révolutionnaire, les Anglais installent au pouvoir, en 1921, un colonel cosaque de l'armée iranienne qu'ils jugeaient apte à servir leur dessein : Reza Khan, père du chah actuel. Reza Khan deviendra monarque en 1925. La tâche qui lui est assignée : centraliser le pays, mater les révoltes ; c'est la «période noire» de l'histoire de l'Iran qui commence, elle durera jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Après quelques passes démagogiques, c'est le régime de terreur qui s'installe : interdiction du Parti Communiste, assassinats des dirigeants nationalistes progressistes, d'écrivains comme le poète révolutionnaire Aref Ghazvini. C'est aussi un autre poète, Falokhi, dont les lèvres sont cousues...

En 28-29, des lois anti-communistes sont érigées, mieux en 1931, c'est l'interdiction de toute idée bolchévique. Les intellectuels révolutionnaires sont emprisonnés, souvent exécutés comme Arani. Mais la guerre éclate, le «penchant germanophile» avoué de Reza Chah amène les Anglais à le «prier de partir» et à le remplacer par son fils Mohamed Reza en 1941.

#### L'INVASION US

Avec ce nouveau chah, c'est l'assise anglaise qui se consolide, ce sont les américains qui commencent à poser les jalons de leur domination sans partage. En 1942, l'Américain Millspaugh arrive en Iran pour «équilibrer le budget» ; en mai 43, il a pratiquement les pleins pouvoirs. Il est autorisé à contrôler toutes sortes de marchandises, produits finis et non finis, matières premières, transports, stockages...

Ces présences étrangères et leurs conséquences ne sont pas admises facilement : un vaste mouvement populaire, regroupant aussi une partie de la petite bourgeoisie, s'engage contre la présence britannique et l'influence US. Le Parti Toudeh (parti «communiste») renforce son influence de masse malgré sa plateforme réformiste. Après une courte participation au gouvernement de mars à juin 1946, il



16 août 1953, le Chah s'enfuit à Rome, les masses jettent à bas la statue du despote.

est interdit en 47, rentre dans la clandestinité.

La rivalité anglo-américaine se poursuit, les Anglais contrôlaient le pétrole, avaient le soutien des féodaux, du chah... Les Américains prennent petit à petit toute l'économie et toute l'administration en mains, sous prétexte d'aide, de plan de développement. Déjà en 42-43, une mission commandée par le colonel Norman Schwarzkopf, sur la base d'un accord avec le gouvernement iranien, prend le contrôle total de la gendarmerie et de l'armée. Schwarzkopf a la haute main sur les promotions, déplacements, démissions. Le contrat stipule qu'aucun autre pays étranger ne peut apporter son «aide» dans les branches où la mission travaille. Voilà donc déjà un pion bien placé.

Puis, en 48, c'est Max W. Thornburg, arrivé en Iran en 41, qui se voit confier la responsabilité de l'Organisation du Plan. Le projet proposé est accepté en 49. L'Organisation du Plan contrôle toute l'économie iranienne, en 1950 la base de pénétration américaine est solidement jetée.

Face à cette pénétration, les masses populaires entrent en lutte. Deux organisations sont principalement à la tête du mouvement, le Parti Toudeh, d'une part, qui se développe dans l'intelligentsia et la classe ouvrière, sur des bases anti-fascistes. Il a pratiquement le contrôle des syndicats. Ce sont aussi les éléments progressistes rassemblés autour du Dr Mossadegh. La lutte pour la nationalisation du pétrole est engagée. Enjeu de la rivalité anglo-américaine en Iran, le pétrole est le symbole de la lutte anti-impérialiste du peuple iranien.

En 1951, Mossadegh devient premier ministre, il nationalise le pétrole, et dès lors doit faire face au sabotage anglo-américain de l'économie iranienne. Pendant deux ans, avec le soutien des masses populaires, Mossadegh résistera, arrivera même à développer un peu l'économie nationale. Mais les tentatives de coups d'Etat se succèdent, le 19 août 1953, la CIA réussit ; de nouveau, c'est le régime de terreur qui s'installe.

#### L'IRAN GENDARME DU GOLFE

Ce sont aussi les Américains qui s'installent de plus en plus et font jouer à l'Iran le rôle qu'ils lui avaient réservé,

#### 19-AOÛT 1953 : LA TRAHISON DU PARTI TOUDEH

On peut se demander comment le coup d'Etat de 53 a pu réussir alors qu'il y avait une réelle mobilisation populaire. Il faut comprendre que le Parti Toudeh porte là une grave responsabilité. Fortement implanté dans les masses, dans la classe ouvrière, la jeunesse étudiante, l'intelligentsia, et l'armée, il aurait pu appeler à la résistance, à la lutte. Ses membres, ses sympathisants attendaient d'ailleurs l'ordre de se battre, refusaient de rendre leurs armes.

Mais le Comité Central de ce parti prétendument «communiste» hésite à contre-attaquer, puis, à la suite d'arrestations dans ses rangs, donne comme consigne de renier l'appartenance au Parti, de faire une autocritique pour sortir de prison ! Cette décision est l'arrêt de mort du mouvement populaire : les masses, prêtes à la lutte, sont abandonnées, sans direction politique. En 56, un responsable du Parti arrêté donne la liste des officiers membres du Parti Toudeh : 701 officiers sont arrêtés, et 70 exécutés. La Chine populaire qui détenait alors des prisonniers américains de Corée a menacé de les exécuter si d'autres officiers étaient passés par les armes.

Aujourd'hui encore, certains d'entre eux croupissent dans les prisons du chah. Khosrev Rouzbeh, dirigeant qui organisait la lutte dans la clandestinité, est dénoncé et arrêté en 58. Il résistera les armes à la main. La plupart des anciens dirigeants de ce parti sont aujourd'hui à l'étranger, particulièrement en Allemagne de l'Est. Ils sont connus sous le nom de Parti Toudeh Comité Central.

celui dont Millspaugh parlait déjà en 1946 : «J'ai été informé que les USA auraient à jouer un rôle important dans cette région, après la guerre, par rapport au pétrole, aux transports... Un plan a été mis en chantier». C'est le rôle de gendarme du Golfe, chargé de réprimer les mouvements de libération comme au Dhofar, de veiller aux intérêts occidentaux dans la région (il y a tellement de pétrole ici !). Mais le régime iranien n'oublie pas que son rôle de gendarme concerne aussi le peuple d'Iran ; nous verrons comment à travers la «réforme agraire», la «révolution blanche», l'exploitation du pétrole... il a dépossédé le peuple de ses richesses.

Christine VAIVRE

